

LA PRESSE



EXCLUSIF LES DETTES ÉTUDIANTES PÈSENT LOURD

PASCALE BRETON
PAGE A6



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

ADISQ
LE GALA VU
DE L'INTÉRIEUR
ARTS



NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL EN SOMALIE QUI VOLE L'AIDE?

À Mogadiscio, la capitale, des marchés regorgent de sacs de denrées envoyés par les pays donateurs et revendus illégalement. PAGE A19

Deux enfants dans un dépotoir, près du camp de réfugiés de Galkayo, dans le centre-nord de la Somalie, espèrent trouver de quoi subvenir à leurs besoins immédiats.

PHOTO AFP

DANS NOTRE CAHIER AFFAIRES

3,8 MILLIARDS

Le Groupe TMX, qui contrôle la Bourse de Toronto, accepte l'offre d'un consortium canadien.



2 MILLIARDS

Aluminerie Alouette investira massivement dans son expansion sur la Côte-Nord.



DÉBATS QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL?

Nos lecteurs sont conviés à participer à un grand forum de discussion.

PAGE A20



La rivière Romaine

PHOTO FOURNIE PAR HYDRO-QUÉBEC

À QUI PROFITE LE PLAN NORD?

PAGES A2 ET A3

DÉCOUVREZ NOS OFFRES SENSATIONNELLES !



LE RENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FUTÉS



ARTS : PAGE 5

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE

« Finalement, on aimerait bien que Gilles Duceppe soit chroniqueur à Radio-Canada. » – Stephen Harper

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



L-V 6 21924 98765 1



Protège le cartilage

Spécial

2 formats
pour le prix de 1
Du 5 au 8 novembre 2011

Voir détails :
www.flex-o-flex.com

MIRAGE OU GROS LOT POUR LES INNUS?

Tous les Québécois profiteront du Plan Nord, a déclaré Jean Charest en mai dernier. Ce plan englobe notamment la construction de quatre complexes hydroélectriques sur la Romaine. Certains Québécois en profiteront beaucoup: c'est le cas d'entrepreneurs blancs qui se sont associés à des Innus pour bénéficier de deux contrats de 35 millions de dollars accordés sans appel d'offres et selon des conditions tenues secrètes.

Mais les Innus, divisés et n'ayant toujours pas signé de traité avec le Québec, ne profitent, pour le moment, que très peu de cette manne. À tel point que le député fédéral innu Jonathan Genest-Jourdain ne croit pas que ce type de développement puisse créer des emplois à long terme pour les autochtones.



ANDRÉ NOËL



FABRICE DE PIERREBOURG

EXCLUSIF

En vertu d'une entente secrète, Hydro-Québec a accordé deux contrats de gré à gré à la société en commandite Produits forestiers innus. Le premier (en 2009), d'une valeur de 1 million de dollars, pour couper les arbres sur la future ligne électrique de la centrale La Romaine-1. Le deuxième (en 2010), de 34 millions, pour déboiser les zones qui seront inondées par le réservoir de La Romaine-2.

Le conseil de la nation innue de Nutashkuan, communauté autochtone située à 150 km à l'est de la rivière Romaine, sur la Basse-Côte-Nord, détient 51 % de la société en commandite. Environ le tiers des quelque 60 travailleurs forestiers sont Innus.

Le groupe Rétabec, géant de la foresterie établi à La Tuque, en Mauricie, possède 49 % des actions de la société en commandite. Plus on avance dans la chaîne de production, moins on trouve d'Innus.

Quelque 330 000 mètres cubes de billots seront envoyés à la scierie de Rivière-Saint-Jean, qui appartient aux trois quarts à Rétabec, et au quart aux Innus de Nutashkuan. De façon exceptionnelle, aucun droit de coupe ne sera versé à l'État, indique Hydro-Québec. Fait à noter, lorsqu'on téléphone à Produits forestiers innus, on aboutit à cette même scierie.

Le bois scié sera ensuite vendu à la Chine ou à l'Arabie saoudite par l'entremise d'un grossiste, Boscus, a déjà indiqué un vice-président de Rétabec à Radio-Canada. Selon les sources du milieu, le prix peut atteindre 195 \$ le mètre cube, ce qui signifierait alors des revenus bruts de 64 millions de dollars.

Rétabec est dirigée par Réjean Paré, Roger Tremblay et Éric Bouchard. Ces trois administrateurs ont versé près de 18 000 \$ à la caisse du PLQ depuis 2006, selon le Directeur général des élections. Ils ont aussi contribué occasionnellement et dans une moindre mesure au PQ.

Rétabec a acheté la scierie de Rivière-Saint-Jean en octobre 2008, un an avant la signature du premier contrat de déboisement avec Hydro-Québec. Aucun ouvrier de la scierie n'est Innu, même si la communauté autochtone de Mingan (Ekuanitshit) se trouve juste à côté.

Deux mois plus tôt, la société Produits forestiers Arbec a acheté la moitié des actions de Rétabec, devenant ainsi son principal actionnaire. Arbec, qui possède une usine à Port-Cartier, appartient à Jolina inc., société de portefeuille de la famille Saputo. Jolina et un membre du CA de Saputo sont également deux des trois actionnaires du grossiste Boscus, qui vendra le bois.

Pourquoi Hydro-Québec n'a-t-elle pas lancé d'appel d'offres avant d'accorder deux contrats de 35 millions de dollars? La porte-parole de la société d'État, Marie-Élaine Devault, a expliqué que les

contrats de gré à gré sont le fruit d'ententes «de partenariat d'affaires».

Ces partenariats «permettent à des entreprises innues d'avoir accès à des contrats qui, en d'autres temps, ne leur seraient pas accessibles par manque d'expertise, d'équipements ou de ressources financières ou humaines», a écrit M^{me} Devault dans un courriel envoyé à *La Presse*.

Hydro-Québec a signé trois ententes avec quatre communautés dans le cadre du super-projet de la Romaine, mais elle refuse de les divulguer. «Elles ne sont pas publiques, car en partie commerciales», a justifié M^{me} Devault.

Hydro-Québec dit s'assurer, «dans toutes les différentes formes que peuvent prendre ces partenariats, que la partie autochtone demeure majoritaire». Dans le cas de Produits forestiers innus, la majorité est de 2 %.

Hydro-Québec invoque la «non-rentabilité» et des «coûts d'exploitation élevés» pour justifier le fait qu'elle paie 34 millions pour couper le bois, plutôt que de réclamer des droits de coupe, comme le fait normalement le ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

«Le territoire en périphérie de la rivière Romaine ne constitue pas un territoire de coupe intéressant pour les forestières, indique la porte-parole d'Hydro. La valeur commerciale obtenue pour le bois marchand est beaucoup plus faible que ce qu'il en coûte pour sortir le bois du territoire.»

L'étude d'impact déposée par Hydro-Québec pendant les travaux du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement sur le projet de la Romaine affirme que les forêts de part et d'autre de la rivière ont été en partie balayées par des vents violents et ravagées par des incendies au cours des dernières années.

Pourtant, le directeur général de la scierie de Rivière-Saint-Jean, Gérald Ouellette, a dit à *La Presse* que le bois coupé dans la vallée est du «beau bois». La scierie peut tailler des morceaux de bois de trois pouces sur trois pouces, de deux sur quatre et de deux sur six dans les troncs d'épinette.

Malgré de nombreuses tentatives, Réjean Paré, principal dirigeant de Rétabec, n'a pas répondu à nos appels. Même mutisme chez Boscus: personne n'a voulu nous dire à quel prix serait vendu le bois au moment de son exportation.

Un document du Québec Wood Exportation Bureau indique que le prix de vente s'élève à 195 \$/m³ de bois résineux lorsqu'il est envoyé en Arabie saoudite. Deux exportateurs de bois, dont l'un a un bureau en Chine, nous ont dit que les Chinois l'achètent pour environ 200 \$/m³, lorsqu'il s'agit de bois de basse qualité.

À terme, le volume déboisé dans toute la vallée de la Romaine atteindra les 700 000 m³, ce qui pourrait représenter une valeur marchande de 140 millions à l'exportation.



Pour joindre nos journalistes: anoel@lapresse.ca et fdepierrebourg@lapresse.ca

HUBLOT
GENEVE

BIG BANG

Disponible exclusivement chez:

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

hublot TV on: www.hublot.com

2020 Rue de la montagne, Montréal.

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

(514) 845-4651

CHATEAUDIVOIRE.COM



C'EST LÀ QUE ÇA SE PASSE.

OFFRES PROLONGÉES POUR UN TEMPS LIMITÉ.

0%
DE FINANCEMENT*
JUSQU'À
60
MOIS

À l'achat d'une Sentra, Altima
ou Versa à hayon 2012
(excl. Rogue 2012)

+



4
**PNEUS D'HIVER
SANS FRAIS**
À L'ACHAT OU À LA LOCATION
SUR UN GRAND CHOIX DE MODÈLES 2012
ET SUR LES 2011 SÉLECTIONNÉS EN STOCK



Sentra SE-R 2012
illustrée

SENTRA 2.0 2012

PRIX À L'ACHAT à partir de

16 960\$²



CONSUMMATION*
EN VILLE : 8,5 L/100 KM
SUR ROUTE : 6,5 L/100 KM

0% JUSQU'À 60 MOIS*



Berline Altima 3.5 SR
2012 illustrée

BERLINE ALTIMA 2.5 S 2012

PRIX À L'ACHAT à partir de

25 708\$²



CONSUMMATION*
EN VILLE : 8,8 L/100 KM
SUR ROUTE : 6,2 L/100 KM

0% JUSQU'À 60 MOIS*



Versa à hayon 1.8 SL
2012 illustrée

VERSA à hayon 1.8 S 2012

PRIX À L'ACHAT à partir de

16 161\$²



CONSUMMATION*
EN VILLE : 7,9 L/100 KM
SUR ROUTE : 6,3 L/100 KM

0% JUSQU'À 60 MOIS*



TRACTION INTÉGRALE*
SANS FRAIS À L'ACHAT OU À LA LOCATION
D'UN MURANO OU D'UN ROGUE 2012

ROGUE S 2012

PRIX À L'ACHAT à partir de

23 543\$²



CONSUMMATION*
EN VILLE : 9,0 L/100 KM
SUR ROUTE : 7,0 L/100 KM



Rogue SL 2012 illustré

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE NISSAN DÈS AUJOURD'HUI.
OUVERT JUSQU'À 21H LES SOIRS DE SEMAINE** nissan.ca

JUSQU'À

1%

DE RÉDUCTION DE TAUX D'INTÉRÊT SUR CERTAINS MODÈLES
AVEC LE PROGRAMME DE FIDÉLISATION PRÉFÉRENTIELLE*



Les offres sont en vigueur du 1^{er} au 6 novembre 2011 et peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Tous les prix comprennent les frais de transport et de prélivraison, les taxes sur l'air climatisé (si applicable), les taxes sur les pneus, les rabais du manufacturier et les contributions des concessionnaires. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Les offres de financement sont disponibles uniquement auprès de Nissan Canada Finance pour un temps limité, sont sujettes à l'approbation de crédit, sont exclusives et peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails. 1 L'offre de 4 pneus d'hiver sans frais s'applique aux modèles de pneus sélectionnés, à l'achat ou à la location d'un des modèles neufs suivants : Quest, Juke ou Titan 2011 / Versa à hayon, Sentra, Altima, Maxima, Xterra, Pathfinder, Armada ou Frontier 2012. Les pneus illustrés sont à titre indicatif seulement. Cette offre ne peut être combinée à l'offre de la traction intégrale sans frais. 2 Prix à l'achat à partir de 25 708 \$ pour l'Altima 2.5 S 2012 (T4RG52 AA00), transmission manuelle / 33 808 \$ pour l'Altima 3.5 SR 2012 telle qu'illustrée (T4SG12 AA00), transmission CVT / 16 960 \$ pour la Sentra 2.0 2012 (C4LG52 AA00), transmission manuelle / 23 551 \$ pour la Sentra SE-R 2012 telle qu'illustrée (C4SG12 AA00), transmission CVT / 16 161 \$ pour la Versa à hayon 1.8 S 2012 (B5BG52 AA00), transmission manuelle / 20 460 \$ pour la Versa à hayon 1.8 SL 2012 telle qu'illustrée (B5RG12 AA00), transmission CVT / 23 543 \$ pour le Rogue S 2012 (W6RG12 AA00), transmission CVT / 34 043 \$ (incluant 2 000 \$ en rabais du manufacturier) pour le Rogue 2.5 SL 2012 telle qu'illustrée (Y6TG12 AA00), transmission CVT. 3 L'offre de traction intégrale sans frais est seulement applicable à l'achat ou à la location d'un nouveau Rogue ou Murano 2012. Le rabais sera déduit du prix négocié avant les taxes et peut être combiné à des taxes subventionnées de financement à l'achat. Les équipements seront installés chez le concessionnaire. Cette offre ne peut être combinée à l'offre des pneus d'hiver sans frais. 4 La consommation de carburant réelle peut varier en fonction des conditions de conduite - à utiliser à des fins de comparaison seulement. 5 Programme de fidélisation préférentielle : Si vous louez ou financez présentement votre véhicule Nissan chez nous, vous bénéficiez peut-être déjà d'une location ou d'un financement préautorisé pour votre prochain véhicule Nissan neuf. La réduction de taux pouvant atteindre 1 % s'applique uniquement aux modèles 2011 suivants : Versa, Sentra, Cube, Juke, Altima, Maxima, Rogue, Murano et Quest ainsi qu'aux modèles 2012 suivants : Versa, Sentra, Altima, Rogue et Murano. La réduction s'appliquera au taux en vigueur offert par Nissan Canada Finance au moment de l'achat et ne peut réduire le taux à moins de 0 %. Consultez votre concessionnaire Nissan pour connaître tous les détails du programme. * Offre de 0 % de financement à l'achat jusqu'à 60 mois est offerte à l'achat d'une Altima, Sentra ou Versa à hayon neuve 2012 (excl. Rogue 2012). Toutes les offres sont basées sur 130 bi-mensualités et incluent des frais de crédit de 0 \$. Exemple de financement basé sur un prix de vente de 16 960 \$ pour la Sentra 2.0 2012 (C4LG52 AA00), transmission manuelle à un taux de crédit de 0 % pour un terme de 60 mois (ou 130 bi-mensualités). Bi-mensualités de 130 \$ avec 0 \$ en comptant initial. Les frais de crédit sont de 0 \$ pour une obligation totale de 16 960 \$. ** Chez les concessionnaires participants. Les noms, logos, slogans, noms de produits et noms des caractéristiques de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. ou à ses filiales nord-américaines.

Le droit au placard



**YVES
BOISVERT**
CHRONIQUE

Pour contrer l'homophobie, certains suggèrent que les homosexuels aient une sortie de placard massive.

Comme si la solution reposait essentiellement sur eux.

Depuis que Jamie Hubley, 15 ans, d'Ottawa, s'est suicidé la semaine dernière, plusieurs ont émis à peu près cette idée. Le jeune homme avait déclaré son homosexualité et a déclenché la haine à un degré insupportable.

Il n'y a pas assez de modèles, disent les partisans d'une sortie de placard massive. Tant que les homosexuels craindront de s'afficher publiquement, on restera dans une logique de honte/culpabilité.

Les gais et lesbiennes auraient donc une responsabilité envers les adolescents en particulier.

Faire connaître son homosexualité, c'est contribuer à la normalisation et c'est un antidote à l'homophobie.

On entend Dany Turcotte, qui s'est affiché à *Tout le monde en parle* en 2005, et Rick Mercer, hyperpopulaire humoriste canadien, tenir ce discours. Le collègue Lagacé disait samedi que ceux qui ne dévoilent pas leur homosexualité sont des « alliés involontaires » des homophobes.

Je ne suis pas d'accord. Ça me semble un peu paradoxal de faire peser sur les homosexuels le poids de guérir les arrières de leur homophobie.

J'admire le courage des artistes qui l'ont fait. Plus encore celui d'André Boisclair, car en politique, cela porte beaucoup plus à conséquence que dans l'Union des artistes.

Mais si je me souviens bien, Dany Turcotte s'est senti ni plus ni moins forcé de le faire après des clins d'œil de Boisclair à *Tout le monde en parle*, et des appels pressants de journalistes.

Et quand il l'a fait, il était déjà un des chouchous du public québécois.

Tout comme Rick Mercer n'a pas commencé sa carrière avec un macaron de la fierté gaie. C'est le *Globe and Mail* qui l'a révélé en 2004. Ce n'était pas un secret chez les journalistes, sans pour autant être de notoriété publique.

Ça n'enlève rien à leur mérite. C'est très bien de l'avoir fait. Mais les risques pour eux étaient relativement mineurs. Ils étaient déjà bien installés dans leur carrière, passablement sûrs de l'affection du public.

Tant mieux si d'autres les imitent. Mais blâmer ceux qui ne le font pas? Comment le leur reprocher?

Ça me semble un peu paradoxal de faire peser sur les homosexuels le poids de guérir les arrières de leur homophobie.

Il n'y a pas de devoir universel d'héroïsme.

Dans certains milieux, c'est à peu près ce que ça prendrait. Je pense au sport professionnel, où perdure l'homophobie. Je me souviens encore d'entendre la foule à Boston parodier le chant qu'on entend au Centre Bell (Olé, Olé, Olé): « You're gay, you're gay, you're gay... »

J'imagine que sur les 700 joueurs de hockey de la

LNH, il doit bien y avoir un ou deux gais... On n'en voit aucun. Il n'y a qu'un paria comme Sean Avery pour défendre le principe – mais lui n'est pas gai.

J'imagine que s'il s'en trouve un pour vouloir s'afficher, son agent lui expliquera deux, trois réalités de la business...

Est-ce à eux qu'on veut faire porter le poids de la lutte contre l'homophobie ambiante de leur milieu?

■ ■ ■

Plusieurs personnalités publiques ne sont pas « dans le placard » du seul fait qu'el-

les ne s'affichent pas. Leurs familles, leurs amis, leurs voisins le savent souvent.

Plusieurs en ont subi assez quand ils étaient plus jeunes, je ne vois pas au nom de quoi on pourrait exiger d'eux qu'ils soient des « modèles ».

Les choses ont changé? Oui, les choses ont beaucoup changé. Les droits des homosexuels ont connu une progression phénoménale depuis

40 ans. L'acceptation sociale est incomparable.

Mais en même temps, bien des choses n'ont pas changé complètement. On ne gagne toujours pas de concours de popularité dans les écoles secondaires en étant suspecté d'homosexualité.

C'est justement pour ça qu'il faut demander aux adultes gais de se déclarer tels, nous dit-on.

Sauf que pour plein d'adultes aussi il y a un coût ou la crainte d'un coût à se déclarer gai. La vie n'est pas un grand *Tout le monde en parle* où l'on s'échange des câlins entre gens raisonnables.

Je me vois mal réclamer des autres l'obligation d'être un Martin Luther King de la machine à café.

Il existe un droit de ne pas sortir du placard, pour un million de raisons. Parce qu'on a peur. Parce qu'on ne l'a pas dit à sa famille. Parce qu'on n'a juste pas le goût d'être un symbole.

La lutte contre l'homophobie appartient autant aux hétéros.

Ne pas être un modèle, ne pas chercher à être admirable, cela ne vous ravale pas au rang de complice.



Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 14
Astrologie du jour	AFFAIRES 13
Bourses	AFFAIRES 10 et 11
Décès	AFFAIRES 13
Débats	A 20 et 21

Horaire télévision	ARTS 4
Loteries	A 15
Monde	A 16 à 19
Petites annonces	AFFAIRES 12
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Généralement ensoleillé, vents légers, maximum 11, minimum 3. AFFAIRES 12

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

Parricide dans les Hautes-Laurentides

DAVID SANTERRE

Manuel Blais, 30 ans, a été formellement accusé, hier, au palais de justice de Mont-Laurier du meurtre non prémédité de son père, Mario Blais, commis au terme d'une violente dispute, dimanche soir.

Le drame s'est produit vers 19 h dans une résidence de

la route de l'Église, dans la municipalité de Labelle, dans les Hautes-Laurentides.

La Sûreté du Québec ne précise pas pour l'instant ce qui a provoqué cette funeste dispute entre le fils et son père âgé de 54 ans.

Quand les policiers sont arrivés sur les lieux, ils ont découvert le cadavre de la victime. Le fils était toujours

présent. Il a aussitôt été mis en état d'arrestation et formellement accusé, hier, de meurtre au second degré.

La SQ refuse pour l'instant de dévoiler le type d'arme qu'aurait utilisé l'homme pour commettre le crime. Manuel Blais n'était pas connu des policiers du secteur et ne possède aucun casier judiciaire.

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE (514) 845-4651



Une invitation
spéciale...

Venez faire la découverte de la collection Bâle 2011 de montres Rolex. Ces montres exclusives seront exposées chez Château D'Ivoire dès le jeudi 20 octobre jusqu'au mercredi 2 novembre 2011.



ROLEX

ACTUALITÉS

Les étudiants lourdement endettés

Au Canada, le tiers d'entre eux doivent plus de 20 000 \$ à la fin de leurs études

EXCLUSIF

PASCALE BRETON

En excluant le Québec, le tiers des étudiants canadiens terminent leurs études universitaires avec une dette de 20 000 \$ et plus. Il y a 10 ans, seulement 20 % des étudiants se trouvaient dans cette situation.

Des données obtenues en vertu de la Loi d'accès à l'information auprès du gouvernement fédéral, responsable de la gestion du régime de prêt, révèlent que l'endettement étudiant a augmenté.

En 2010-2011, les données préliminaires montrent que 20 % des étudiants avaient une dette se chiffrant entre 20 000 \$ et 29 999 \$ tandis que 13 % des étudiants devaient plus de 30 000 \$ à la fin de leurs études universitaires.

En 2000-2001, 16 % des étudiants avaient une dette se situant dans la tranche 20 000 \$ - 29 999 \$ et 5 % dans la tranche 30 000 \$ et plus.

Au cours de la même période, la proportion d'étudiants universitaires avec une dette étudiante de moins de 5000 \$ a baissé de 22 à 17 %.

« Les étudiants dépendent de plus en plus de l'aide financière aux études. C'est pour cette raison qu'avant, il y avait davantage de prêts autour de 5000 \$ alors que maintenant, les prêts sont plus élevés parce que les frais pour étudier sont plus élevés », explique Roxanne Dubois, présidente de la Fédération canadienne des étudiants et étudiantes.

Inquiétudes au Québec

Ces données n'incluent pas le Québec, puisque celui-ci reçoit des subventions du



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

Le nombre d'étudiants qui a atteint le niveau maximal annuel d'endettement prévu par la loi, de même que de ceux qui font faillite est en hausse au Québec.

fédéral pour gérer son propre programme de prêts et bourses.

Par contre, la tendance à l'endettement est la même. Ce qui se passe au Canada, en plus de la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ en cinq ans annoncée par Québec, n'a rien de rassurant, explique la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins.

« C'est très inquiétant pour nous », souligne-t-elle en rappelant que l'étude sur l'endettement étudiant dévoilée récemment par la

FEUQ démontrait que 65 % des étudiants s'endettaient de 14 000 \$ à la fin d'un baccalauréat de trois ans.

Les étudiants sont également de plus en plus nombreux à cumuler à la fois des prêts étudiant, familial et personnel pendant leurs études.

Le nombre d'étudiants qui a atteint le niveau maximal annuel d'endettement prévu par la loi de même que de ceux qui font faillite est d'ailleurs en hausse au Québec.

Le ministère de l'Éducation recensait 1564 faillites en

2009-2010, comparativement à 1267 en 2001-2002, tous niveaux d'enseignement confondus.

Malgré l'endettement élevé, le nombre de faillites a considérablement diminué dans le reste du Canada pendant la même période. Il est passé de 4665 à 777, indiquent les chiffres fournis par le ministère des Ressources humaines et Développement des compétences Canada.

Le fait qu'il n'y ait pas de cégep dans le reste du Canada, de même que les bourses plus importantes peuvent

expliquer en partie ces disparités, avance Jacques Hamel, professeur en sociologie à l'Université de Montréal.

« Au Québec, les étudiants s'endettent dès le cégep, surtout s'ils étudient dans un programme à l'extérieur de leur ville ou s'ils prennent plus de temps pour le faire. C'est inquiétant à mes yeux, car lorsqu'ils arrivent pour faire leur baccalauréat à l'université, certains sont déjà passablement endettés », souligne-t-il.

— Avec la collaboration de William Leclerc

Les commissions scolaires plaident la patience contre le « dogmatisme »

PAUL JOURNET

QUÉBEC — La Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) demande aux Québécois d'être patients. Elle promet d'alléger ses structures, mais pour être exécuté rigoureusement, cet exercice ne pourra probablement pas être terminé avant la prochaine campagne électorale provinciale.

Sa présidente Josée Bouchard a fait le point avec

La Presse sur son plan d'action, qui se déploiera sur deux années. Elle met en garde contre le « dogmatisme » de ceux qui « proposent de couper, sans être capable de démontrer comment on économiserait sans nuire aux services aux élèves ». « On a bien entendu le message de la population, qui veut qu'on soit plus efficace, lance-t-elle. Mais on ne le fera pas au détriment des services. Il faut donc bien analyser chaque cas. »

Des décisions seront prises au niveau local, régional et national. Pour économiser, elle mise essentiellement sur le regroupement de structures. On pourrait compter moins de commissions scolaires. Mais il s'agirait de fusions et non d'abolitions. Et de tels regroupements seraient mis en œuvre par les commissions concernées. Par exemple, deux commissions scolaires voisines du Saguenay songent à fusionner

pour économiser sans diminuer les services aux élèves.

M^{me} Bouchard donne aussi l'exemple de la Beauce, où des commissions scolaires pourraient regrouper leurs services informatiques sur un même serveur. Elle ajoute que certaines initiatives ont déjà été prises, comme en Outaouais, où quatre commissions partagent un même guichet pour la formation professionnelle.

Chaque dossier sera étudié individuellement. La FCSQ

n'est donc pas encore capable de chiffrer les économies totales qui pourraient être réalisées.

En plus des regroupements de structures, le plan d'action de la Fédération contient deux autres volets : améliorer le dialogue avec la communauté et assainir la démocratie scolaire.

La FCSQ sent la soupe chaude. On sait déjà que François Legault veut abolir les commissions scolaires. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, s'est quant à elle récemment prononcée pour une diminution de moitié des budgets des commissions scolaires. Les militants ont toutefois voté contre cette mesure lors du dernier congrès du PLQ.



L'ENNUI AVEC LES DÉMONSTRATEURS, C'EST QU'ILS PARTENT VITE.

Vous avez toujours voulu conduire une BMW de l'année. Vous les avez regardées, comparées, essayées... Voici l'occasion unique d'en acquérir une à moindre coût. Présentement, les concessionnaires BMW du Grand Montréal vous offrent leurs modèles démonstrateurs, à des taux vraiment avantageux. À vous d'en profiter avant que ce ne soit terminé.

JUSQU'AU
13 NOVEMBRE
SEULEMENT

FINANCEMENT DISPONIBLE
À PARTIR DE **0,9%** SUR 36 MOIS

L'ÉVÉNEMENT
DÉMONSTRATEURS

Montréal BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com

Laval BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwlaival.com

Rive-Sud Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com

Rive-Sud BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com

Blainville Hamel BMW
620, boul. de la Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamelbmw.com

West Island BMW West Island
2000, aut. Transcanadienne Sud
514.683.2000
bmwwestisland.com

L'Événement Vente de Démonstrateurs BMW est offert du 1 au 13 novembre 2011 et propose des taux de financement de 0,9 % sur 36 mois et de 1,9 % sur 60 mois*. Les taux de financement sont fournis par Services Financiers BMW, une division de BMW Canada Inc., sous réserve d'approbation du crédit. Par exemple, pour 40 000 \$, à un taux de financement de 0,9 % sur 36 versements mensuels égaux de 1127 \$, le coût d'emprunt est de 557 \$. L'obligation totale est de 40 557 \$ (taxes en sus). Rendez-vous chez votre concessionnaire BMW du Grand Montréal pour plus de détails. Les frais d'enregistrement liés aux sûretés mobilières (jusqu'à 90 \$), les frais liés au permis de conduire, l'assurance, l'immatriculation et les taxes sont en sus. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix et exiger des frais d'administration, ce qui modifie le taux de financement. L'offre est d'une durée limitée et peut être modifiée. © 2011 BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW, les appellations de modèles BMW et toutes les autres marques affiliées, images et symboles BMW sont des propriétés exclusives et/ou des marques de commerce de BMW AG, utilisées sous licence. Imprimé au Canada. *Sur certains modèles sélectionnés (ex. : 128i Cabriolet 2012).

ALLER LOIN

Des milles à perte de vue.

Accumulez des milles Aéroplan^{MD}
avec chaque vol.



MEILLEUR TRANSPORTEUR AÉRIEN
INTERNATIONAL EN AMÉRIQUE DU NORD

AIR CANADA 

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE



SANTÉ

Québec lance un nouveau programme universitaire d'appoint

Les pharmaciens étrangers pourront accélérer leur intégration

SARA CHAMPAGNE

Après sept ans de pourparlers à n'en plus finir, le gouvernement du Québec a finalement lancé officiellement un programme universitaire d'appoint pour les pharmaciens étrangers (PAPE), hier. Le programme de 16 mois offert à la faculté de pharmacie de l'Université de Montréal a accueilli sa première cohorte de 30 étudiants cet automne. Ils sont originaires d'Amérique du Sud, d'Afrique du Nord, d'Europe et d'Asie, des continents où les pratiques en pharmacie diffèrent à plusieurs égards du Québec.

De passage à Montréal, la ministre de l'Immigration et des communautés culturelles, Kathleen Weil, a affirmé qu'il ne s'agit là que du prélude d'une entente déjà conclue avec au moins 30 ordres professionnels afin d'élaborer des programmes. Elle parle notamment d'une formation d'appoint pour accueillir des hygiénistes

dentaires, des psychologues, des sages-femmes, des techniciens, des professionnels en oncologie et en imagerie médicale. « On a une quarantaine de projets en cours, a-t-elle dit. On a terminé les consultations et ce que je peux vous dire, c'est qu'il y a une forte adhésion des gens des différents milieux à l'intégration des professionnels de l'étranger. »

740 000 emplois à combler

Selon les plus récentes prévisions d'Emploi-Québec, il y aura près de 740 000 emplois à pourvoir au Québec d'ici quatre à cinq ans en raison des départs à la retraite et de la création de nouveaux postes. On estime que près de 15 % de ces besoins en emploi seront comblés par une main-d'œuvre nouvellement immigrante.

Les nouveaux étudiants en pharmacie arrivent donc à point dans le milieu, puisqu'on estime qu'il manque 20 % de pharmaciens en milieu hospitalier et 5 % dans les pharmacies



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

Les nouveaux étudiants en pharmacie arrivent donc à point dans le milieu, puisqu'on estime qu'il manque 20 % de pharmaciens en milieu hospitalier et 5 % dans les pharmacies privées.

privées. Jusqu'à maintenant, les pharmaciens étrangers devaient recommencer presque entièrement une formation universitaire de trois ou quatre ans. Et cette formation n'était pas nécessairement adaptée à leurs besoins spécifiques.

Formation accélérée

À ce sujet, le doyen de la faculté de pharmacie, Pierre Moreau, a souligné que l'Université de Montréal permet, avec le nouveau programme, de former « cinq fois plus de pharmaciens, trois fois plus

vite. » Tout au plus, l'université n'admettait autrefois dans son programme très contingenté de pharmacie que six à huit pharmaciens étrangers par année.

« C'est une voie rapide pour les pharmaciens étrangers, a résumé Diane Lamarre, présidente de l'Ordre des pharmaciens du Québec. Le programme est très axé sur leurs besoins. Tous les systèmes de santé sont différents, et le nôtre est centré sur les patients, sur la thérapie médicamenteuse et sur l'interaction entre les médicaments. »

En plus d'un stage pratique de 18 semaines, les nouveaux étudiants ont des cours de français intensifs et doivent maîtriser plusieurs notions: usage des instruments médicaux associés au suivi de la thérapie, toxicologie, pharmacovigilance, etc. L'Université Laval, qui a collaboré à l'élaboration du programme avec le gouvernement et l'Ordre des pharmaciens, n'offrira pas le cours d'appoint. Mais l'institution propose depuis peu un doctorat en pharmacie (Pharm. D.)

Selon les chiffres du gouvernement, la province a accueilli 53 985 nouveaux immigrants l'an dernier. De ce nombre, 69,5 % font partie de la catégorie dite de « l'immigration économique ». Cette catégorie regroupe des travailleurs qualifiés (62,8 %) et des gens d'affaires (4,6 %).

Des millions pour surveiller les médicaments

ARIANE LACOURSIÈRE

En 2004, la société pharmaceutique Merck et Co. avait dû retirer du marché mondial le médicament contre l'arthrite et la douleur aiguë Vioxx, car le produit avait causé d'importants problèmes cardiaques chez certains patients. Pour s'assurer que tous les médicaments commercialisés au Canada sont bel et bien sûrs, le gouvernement fédéral a investi, hier, 17,5 millions de dollars dans le Réseau

canadien pour l'étude observationnelle sur les effets des médicaments (RCEOEM), dont le siège sera situé à l'Hôpital général juif de Montréal.

Chaque année aux États-Unis, 100 000 personnes meurent d'effets secondaires liés à des médicaments commercialisés mondialement. On estime que 1,5 million d'hospitalisations sont aussi liées aux effets de ces médicaments. « On pense que la proportion d'incidents est la même, ici au

Canada », affirme le D^r Samy Swissa, qui vient d'être nommé directeur du RCEOEM.

Le D^r Swissa estime que les médicaments ne sont pas mis en marché trop rapidement au pays. Mais il assure qu'il aura tout de même tous les produits à l'œil. « On ne laissera aucun médicament tranquille. On va évaluer tous ceux qui vont soulever des questions », assure-t-il.

Train de mesures

Le ministre fédéral des

Transports Denis Lebel, qui parlait au nom de sa collègue ministre de la Santé, Leona Aglukkaq, a expliqué que déjà, plusieurs mesures sont prises pour s'assurer que les médicaments mis en marché au pays sont sûrs. Santé Canada réalise par exemple plusieurs analyses avant d'autoriser la commercialisation d'un produit. « Mais ces tests sont faits avant que des millions de personnes ne les utilisent (...). Le nouveau réseau permettra d'analyser des

données de partout au Canada après la commercialisation, explique-t-il. C'est quand on utilise un médicament dans une très grande population qu'on voit apparaître les effets secondaires. »

Le D^r Swissa donne l'exemple du Vioxx. « Le médicament avait subi plusieurs analyses avant d'être mis en marché. Mais c'est seulement après son utilisation auprès de millions de personnes qu'on a découvert ses effets cardiaques », dit-il.

À COMPTER DU 1^{ER} NOVEMBRE 2011

LA LOI OBLIGE TOUS LES RESTAURATEURS À VOUS REMETTRE CETTE FACTURE UNIVERSELLE.

ASSUREZ-VOUS DE LA RECEVOIR ET DE PARTIR AVEC ELLE AFIN QUE TOUTES NOS TAXES SERVENT À MAINTENIR NOS SERVICES PUBLICS.



L'addition, svp!

ladditionsvp.com



Revenu Québec

TUNNEL DU MONT ROYAL

Le diesel inquiète les pompiers

BRUNO BISSON
ET ANDRÉ NOËL

Le président de l'Association des pompiers de Montréal, Ronald Martin, s'est dit « préoccupé », hier, par les révélations de *La Presse* indiquant que des locomotives chargées de diesel pourraient circuler dans le tunnel du mont Royal, dépourvu de toute sortie de secours.

Le chef de Projet Montréal et de la deuxième opposition à l'hôtel de ville, Richard Bergeron, a pour sa part demandé qu'aucune locomotive bimode chargée de diesel ne soit autorisée à emprunter le tunnel du mont Royal, tant qu'il n'aura pas été mis aux normes de prévention des incendies.

Selon un rapport d'experts remis à l'Agence métropolitaine de transport (AMT), le vieux tunnel du mont Royal ne respecte pas les normes de sécurité les plus élémentaires contre les incendies. Actuellement, 48 trains électriques transportant

30 000 passagers empruntent quotidiennement ce tunnel pour relier Deux-Montagnes et la Gare centrale de Montréal.

L'AMT souhaite faire grimper cet achalandage à 50 000 passagers par jour dans des trains tirés par des locomotives « bimodes », pouvant rouler à l'électricité ou au diesel. Ces locomotives passeraient en mode électrique,

« Ajouter 20 000 usagers, avec des locomotives pouvant contenir jusqu'à 6800 litres de diesel dans un tunnel sans issue de secours, c'est complètement irresponsable. » — Richard Bergeron, chef de Projet Montréal

dans le tunnel, mais elles n'en seraient pas moins chargées de diesel, un carburant hautement inflammable.

Or, indique le rapport d'experts obtenu par *La Presse*, ce tunnel n'a ni sortie de secours, ni ventilation mécanique, ni canalisations pour combattre les incendies, comme l'exigent

les normes du National Fire Protection Association (NFPA).

« C'est préoccupant. Déjà, 30 000 personnes passent là chaque jour, dit M. Martin. S'il arrive juste une panne, et qu'elle survient en plein milieu du tunnel, les personnes devraient rejoindre une des deux issues, à l'entrée ou à la sortie du tunnel », long de

4,8 kilomètres. L'arrivée de locomotives chargées de diesel vient aggraver les risques, ajoute-t-il.

« Il y a longtemps qu'on sait que ce tunnel est en situation limite, même avec des trains électriques, dit M. Bergeron. Mais ajouter 20 000 usagers, avec des locomotives pouvant contenir jusqu'à 6800 litres

de diesel dans un tunnel sans issue de secours, c'est complètement irresponsable. »

M. Bergeron, qui a déjà travaillé comme expert à l'AMT, se dit conscient qu'il faudrait investir des centaines de millions de dollars pour mettre le tunnel du mont Royal aux normes. Mais selon lui, c'est le prix à payer « avant que l'on puisse dire à la population, comme institution publique responsable: "Sentez-vous en confiance" ».

Le rapport d'expert a été remis à l'AMT en 2007, signale Louise Harel, chef de Vision Montréal et du premier parti d'opposition à l'hôtel de ville. « Cela signifie que les administrateurs de l'AMT sont au courant de la situation depuis plus de quatre ans. Comment expliquer, en de pareilles circonstances, qu'ils aient opté pour des locomotives bimodales pour le futur train de l'Est, en sachant que celui-ci allait emprunter un tunnel qui présente d'importantes lacunes de sécurité. »

Pour Denis Allard, président du Fonds mondial de conservation du patrimoine ferroviaire, le gouvernement du Québec « a manqué une occasion, dans les années 90, lorsque la ligne de train de banlieue de Deux-Montagnes a été remise à neuf ».

Selon lui, la décision de ne pas améliorer la sécurité des installations du tunnel actuel ou de ne pas en construire un nouveau peut se comprendre dans le contexte de l'époque, parce que le train de banlieue était mourant, dans les années 90. Avec les ajouts de service projetés par l'AMT, souligne-t-il, « on pourrait facilement faire grimper l'achalandage annuel jusqu'à 20 millions de passagers par année dans le tunnel ».

« Sur le plan de l'évaluation des risques, souligne-t-il, ça change complètement les perspectives. En tant que propriétaire du tunnel, le Canadien National est-il prêt à assumer les risques que pose le passage des locomotives bimode dans un tunnel sans protection-incendie? »

L'AMT a publié hier un communiqué en réaction à l'article de *La Presse*, réitérant que « le tunnel du mont Royal est sécuritaire pour la clientèle » et que le plan de mesures élaboré pour en améliorer la sécurité a reçu l'aval du service de sécurité incendie de Montréal.

Le service télé
le plus spectaculaire.
Seulement 9,95 \$ par mois.



Voici Bell Télé Fibe^{MC}, le plus récent et le plus spectaculaire des services télé à Montréal, prêt à vous offrir une qualité d'image HD absolument exceptionnelle et des fonctions qu'aucun autre service de télé ne peut vous offrir: l'enregistreur Partout chez vous, une très grande sélection de titres HD Sur demande et des applications géniales à partir de votre télé¹. Tout ça, sans soucoupe requise.

BELL TÉLÉ FIBE À PARTIR DE **9,95 \$/MOIS** pour 12 mois². Installation professionnelle pour seulement 30,40 \$³.

ENREGISTREUR EN LOCATION + GRATUITE pendant 36 mois⁴. Choisissez d'en devenir propriétaire par la suite sans frais supplémentaires.

Dans un forfait Télé, Internet et Téléphonie résidentielle. Tous frais mensuels inclus.

Visitez un magasin Bell ou La Source • 1 888 840-3920 • bell.ca/telefibe

la vie est **Bell**

Offert dans les magasins Bell suivants:

- ANJOU**
Les Galeries d'Anjou
Les Galeries d'Anjou – kiosque
- BLAINVILLE**
Les Galeries de Blainville
- BOISBRIAND**
Faubourg Boisbriand
- BROSSARD**
Mail Champlain
Quartier DIX30
- DELSON**
5, Route 132
- DOLLARD-DES-ORMEAUX**
352, boul. des Sources
3699, boul. St-Jean
- DORVAL**
Les Jardins Dorval
- LACHINE**
2459, 48^e Avenue
Galeries Lachine
- LASALLE**
7567, boul. Newman
Carrefour Angrignon
Carrefour Angrignon – kiosque
Place Lasalle
- LAVAL**
1655, boul. St-Martin Ouest
Carrefour Laval
Carrefour Laval – kiosque
Centre commercial Duvernay – kiosque
Centre Laval
- LONGUEUIL**
Place Longueuil
- MONTRÉAL**
892, rue Ste-Catherine Ouest
4399, rue St-Denis
6855, rue St-Jacques Ouest
3280, boul. de l'Acadie
7452, boul. Maurice-Duplessis
Boul. Décarie (angle Jean-Talon)
Carrefour Industrielle Alliance
Centre Eaton – kiosques
Centre Rockland
Faubourg Ste-Catherine
Mail Cavendish
Place Alexis-Nihon
Place Dupuis
Place Versailles
Plaza Côte-des-Neiges
Promenades Cathédrale – kiosque
Tour Jean-Talon (rez-de-chaussée)
- MONTRÉAL-NORD**
Centre Forest
Place Bourassa
- POINTE-AUX-TREMBLES**
12530, rue Sherbrooke Est
- POINTE-CLAIRE**
Centre Fairview
Centre Fairview – kiosque
- REPERTIGNY**
305, rue Notre-Dame
Les Galeries Rive-Nord
- ROSEMÈRE**
232, boul. Curé-Labelle
Place Rosemère
- ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE**
Les Promenades St-Bruno
- ST-LAURENT**
La Place Vertu
- ST-LÉONARD**
4524, rue Jean-Talon Est
6050, boul. Métropolitain Est

Aussi disponible chez:



L'offre prend fin le 30 novembre 2011. Offert aux clients résidentiels du Québec, dans certains immeubles résidentiels, là où la technologie le permet. Les récepteurs peuvent être neufs ou remis à neuf à la discrétion de Bell. Requiert un abonnement à Bell Internet Fibe (7, 10 ou 16+) ou Essentiel Plus. Lorsque applicable, les tarifs mensuels incluent des frais de 1,5% afin de financer la contribution de Bell au Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) créé par le CRTC; voir bell.ca/FAPL. Les frais FAPL seront détaillés séparément sur votre facture Bell. Modifiable sans préavis et ne peut être combinée avec aucune autre offre. Taxes en sus et d'autres conditions s'appliquent. (1) L'utilisation d'applications sur Télé Fibe sera prise en compte dans le calcul de votre utilisation Internet. (2) Réservé aux nouveaux clients Télé Fibe qui activent et conservent un abonnement continu à Télé Fibe, Internet et Téléphonie; voir bell.ca/forfait. Tarif promotionnel mensuel de 9,95\$; tarif mensuel de 30\$ moins le rabais du Forfait de 10\$ et le crédit mensuel de 13,20\$ pour les mois 1 à 12 (ne peut être combiné avec le crédit de programmation internationale), plus les frais de service numérique de 3\$ et les frais FAPL de 0,15\$. Le tarif mensuel après 12 mois est de 23,35\$. (3) L'installation de base inclut l'installation du modem, de l'enregistreur Partout chez vous et jusqu'à 2 récepteurs HD. Des conditions s'appliquent; voir bell.ca/installationtelefibe. (4) La location à 0\$ pour l'enregistreur Partout chez vous est basée sur des frais mensuels de 13,86\$ moins un crédit mensuel de 13,86\$. Tous les frais apparaîtront sur votre facture mensuelle de Bell Télé. Réservé aux nouveaux clients résidentiels de Bell Télé avec un abonnement continu à trois services admissibles de Bell; voir bell.ca/forfait. Si vous louez le récepteur sans interruption pendant 36 mois, vous pouvez choisir d'en devenir propriétaire en avisant Bell Télé à l'intérieur d'un délai de 30 jours suivant la réception de votre dernière facture. Vous pouvez résilier la location à tout moment sans frais de résiliation et vous retourner le récepteur. Garantie sur le récepteur jusqu'à 36 mois. Fibe est une marque de commerce de Bell Canada.

POLITIQUE

Nouveau malheur pour Marois

Le président du PQ dans les Laurentides réclame Gilles Duceppe en renfort

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Un troisième président régional du Parti québécois réclame le départ de Pauline Marois. Éric de la Sablonnière, des Laurentides, voit en Gilles Duceppe « un homme d'expérience qui peut prendre la relève en cette période de turbulence ».

« Pauline Marois n'est plus écoutée par la population. Elle n'a plus la crédibilité pour passer le message du Parti québécois et pour aller devant l'électorat à la prochaine élection. Je ne vois pas comment, avec Pauline Marois, nous allons être en mesure de passer au travers », a-t-il affirmé en entrevue à *La Presse*, hier. Il a ajouté que « plusieurs organisateurs ne s'impliquent pas si M^{me} Marois est là aux prochaines élections, et ça, c'est le nerf de la guerre ».

La semaine dernière, les présidents régionaux Claude Lessard (Mauricie) et Alexandre Bourdeau (Lanaudière), un ex-député, ont eux aussi recommandé à Pauline Marois de passer la main. Éric de la Sablonnière occupe ses fonctions depuis juin 2005, ce qui fait de lui un vétérinaire parmi les 17 présidents régionaux du PQ.

Trois députés des Laurentides ont demandé à la chef de quitter son poste lors des deux réunions extraordinaires du caucus mercredi dernier: Daniel Rathé (Blainville), Gilles Robert (Prévost) et Sylvain Pagé (Labelle). Ce dernier aurait défié M^{me} Marois de soumettre son leadership à un scrutin secret au caucus, a confié une source sûre. Il aurait ajouté que la chef ne passerait pas le test. Au total, de 8 à 10 députés ont exigé la démission de M^{me} Marois.

Avec Lanaudière, les Laurentides sont la zone

d'influence naturelle de François Legault, ex-député de Rousseau. Le député de Deux-Montagnes, Benoit Charette, qui a quitté le caucus péquiste en juin, a l'intention de se joindre à la Coalition pour l'avenir du Québec dès qu'elle deviendra un parti politique.

« Legault fait peur »

Chez les militants des Laurentides, « la présence de Legault, ça fait peur », a indiqué Éric de la Sablonnière. Il faisait partie du clan des jeunes partisans de François Legault à l'époque où celui-ci était ministre du PQ. M. Legault n'a pas tenté de le recruter. « J'ai toujours dit que je n'avais pas l'intention de quitter le Parti québécois », a-t-il souligné.

Or, si M^{me} Marois reste aux commandes du parti, il ne renouvellera pas son mandat à titre de président régional. « Et après ça, je pourrai être libre pour envisager autre chose politiquement. Mais je ne suis pas en train de dire aujourd'hui que je vais sauter avec Legault », a-t-il dit.

Selon lui, Pauline Marois a montré plusieurs « problèmes de leadership importants ». Il y a eu son appui au projet de loi 204 sur l'amphithéâtre

Si M^{me} Marois reste aux commandes du parti, Éric de la Sablonnière ne renouvellera pas son mandat à titre de président régional. « Et après ça, je pourrai être libre pour envisager autre chose politiquement. Mais je ne suis pas en train de dire aujourd'hui que je vais sauter avec François Legault. »

de Québec, son incapacité à éviter le départ de députés de premier plan et, plus récemment, sa position sur le projet de loi 33 éliminant le placement syndical dans l'industrie



PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE
L'ancien chef bloquiste Gilles Duceppe (que l'on voit ici auprès de Pauline Marois, en fin de semaine dernière à Sorel-Tracy) peut relancer le Parti québécois, croit le président du PQ dans les Laurentides, Éric de la Sablonnière.

de la construction. « On a-tu été lent à réagir! Je ne peux pas tolérer qu'il y ait de la violence sur des chantiers, et que, parce qu'on est près de la

cocktails nationaux, un à Québec et un à Montréal. Ça, c'est la responsabilité de la permanence et de la chef. Or, il n'y en a plus depuis déjà deux ans. Ça veut dire qu'on a de la difficulté à convaincre des gens d'affaires et des professionnels qu'on est l'alternative aux libéraux. Pour moi, ça envoie un message assez clair. »

Nervosité dans les régions

Le président régional estime que Gilles Duceppe serait en mesure de sortir le PQ de la crise, d'autant qu'il « semble être plébiscité dans les sondages ».

À Laval, le président régional et ancien député, Michel Leduc, reconnaît que les militants « se posent des questions

sur le leadership » de Pauline Marois. Une rencontre des présidents de circonscription aura lieu plus tard en novembre. « M^{me} Marois, pour l'instant, a notre confiance », a dit M. Leduc.

Même son de cloche dans Chaudière-Appalaches. « Je suis derrière M^{me} Marois présentement », a dit le président régional, Pierre Bluteau, ajoutant qu'il doit consulter les associations de circonscription bientôt pour discuter de la direction.

Serge Bouchard, président dans le Centre-du-Québec, est quant à lui un inconditionnel de Pauline Marois. « On est derrière elle sans problème. On l'appuie malgré la tempête », a-t-il soutenu.

— Avec Denis Lessard

Legault soumet son nouveau parti au DGE

PAUL JOURNET ET DENIS LESSARD

QUÉBEC — François Legault est impatient de sauter sur la patinoire. Officiellement, ce n'est que le lundi 14 novembre que le cofondateur de la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ) annoncera son intention de créer un nouveau parti politique. Mais il déposera aujourd'hui une demande officielle au Directeur général des élections (DGE) pour créer son nouveau parti, a confirmé à *La Presse* son porte-parole, Jean-François Del Torchio.

Le nom n'a pas encore été choisi. Ce ne sera pas celui de son mouvement, la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ). Mais selon nos informations, le nom devrait conserver l'étiquette de

Coalition. On n'a pas l'intention de lui accoler « démocratique » ou quoi que ce soit qui rappellerait l'ADQ.

Pour créer un parti, il faut envoyer au DGE une liste d'un minimum de 100 militants, qui sont par la suite contactés par voie postale par le DGE. « Il faut ensuite que 100 lettres signées nous soient retournées », explique Denis Dion, porte-parole du DGE.

Afin d'accélérer les procédures, M. Legault demandera aux militants de se rendre physiquement dans les bureaux du DGE pour signer et déposer ces lettres. Lors de la conférence de presse prévue à Québec le 14 novembre, M. Legault risque donc, non pas d'annoncer son intention, mais plutôt la création de son nouveau parti.

L'ex-ministre péquiste ne présentera pas de candidat lors de l'élection partielle de Bonaventure si celle-ci se déroule avant Noël, comme le veut la rumeur. Il a toutefois un avantage financier à créer un parti le plus rapidement possible. En vertu de la loi, M. Legault ne pourra transférer l'argent de la CAQ, un organisme sans but lucratif, à son nouveau parti politique.

Pas encore d'aile parlementaire

Il doit aussi attendre que le parti soit créé avant de solliciter des dons, plafonnés à 1000\$ par année par citoyen. Il ne lui reste donc que quelques semaines pour profiter des avantages fiscaux de l'année 2011. En 2012, il devra garnir sa caisse

en vue des prochaines élections générales.

Le 14 novembre ne sera pas le moment d'annoncer les noms d'éventuels candidats ou d'un regroupement avec l'aile parlementaire de l'ADQ. Des discussions ont lieu entre l'entourage de M. Legault et Deltell, mais les deux chefs ne se sont pas parlé depuis un bon moment. L'exécutif de l'ADQ tiendra une réunion au début de la semaine prochaine. M. Deltell doit y faire rapport de l'état d'avancement des discussions.

D'autres discussions seront nécessaires et on ne prévoit pas qu'un seul député s'affiche avant les Fêtes comme représentant du parti de François Legault. Pas question non plus de « dépecer

l'ADQ », nous indique-t-on. Les discussions qui auront lieu avec Gérard Deltell porteront sur la base d'une adhésion des quatre députés du parti.

Par la suite, on verra pour les indépendants et ex-adéquistes Éric Caire et Marc Picard, ainsi que l'ex-péquiste Benoit Charette. Il n'y a pas de plan pour que M. Legault prenne le siège d'un député qui se désisterait pour lui laisser une chance d'entrer à l'Assemblée nationale.

La fusion avec l'ADQ est intéressante sur le plan financier. Le parti a une dette de 600 000\$, mais le nombre de voix obtenues aux élections de 2008 lui vaut un remboursement de 700 000\$ par année du DGE.

Un placement à long terme exige une vision à long terme.

À la Banque Scotia, nous savons que vous voulez avoir l'esprit tranquille en contrôlant entièrement vos placements. Et nous pouvons vous aider à y arriver. Demandez-nous une deuxième opinion pour obtenir des conseils à long terme et confirmer vos choix de placements.

Parlez à un conseiller Scotia^{MD} pour une deuxième opinion sur vos placements.

banquescotia.com



Vous êtes plus riche
que vous le croyez.^{MD}

 Groupe Banque Scotia^{MD}

Un an pour améliorer son français

Le nouveau vérificateur général admet ses carences et promet de se mettre à la tâche

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Michael Ferguson a admis hier qu'il devrait améliorer son français s'il veut s'acquitter de ses tâches comme vérificateur général, et il se donne un an pour y arriver.

Le candidat à la succession de Sheila Fraser, qui est unilingue anglophone, a vécu un passage difficile devant un comité parlementaire, hier. Il a fait face à un flot de questions sur sa capacité à communiquer en français.

M. Ferguson a commencé sa présentation en lisant une déclaration dans un français parfaitement compréhensible, dans laquelle il admet devoir améliorer ses connaissances dans cette langue.

« Je n'ai pas encore atteint un niveau de compétence suffisant en français, a-t-il concédé. Je suis conscient que, afin de bien respecter le Parlement et les citoyens du Canada, je devrai améliorer mes capacités linguistiques en français. »

Il promet d'ailleurs de s'atteler à la tâche dès son entrée en fonction.

« Je pense que je serai capable d'atteindre un niveau de compétence dans une période de temps raisonnable, je dirais à l'intérieur d'un an », a-t-il précisé lors d'un échange avec un député.

Mais le passage de M. Ferguson devant les parlementaires s'est corsé lorsqu'il a été questionné par les députés de l'opposition. Il a été incapable de répondre à des questions adressées à lui en français, sauf quelques phrases qu'il avait préparées.

« Est-ce que vous êtes capable de répondre en français sans lire votre texte? », lui a demandé le député libéral Mauril Bélanger.

« J'ai préparé des déclarations en français parce que je



PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

Pressé par un flot de questions, Michael Ferguson a passé des moments difficiles hier devant un comité parlementaire des Communes.

m'attendais à des questions sur mes capacités en français, lui a répondu M. Ferguson, en anglais. Mes capacités en français sont plutôt en matière de lecture et de compréhension.

a toujours maintenu que Michael Ferguson avait été désigné parce qu'il était le candidat le plus compétent pour la tâche. Hier encore, le député conservateur Mark

soutiendraient pas, et je trouve cela regrettable.»

Récusation demandée

Cela n'a pas calmé les ardeurs des partis d'opposi-

Michael Ferguson a été vérificateur général du Nouveau-Brunswick – une province bilingue – de 2005 à 2010. Il a également servi comme sous-ministre aux Finances dans cette province avant d'être désigné par le gouvernement Harper comme successeur à Sheila Fraser.

Cette dernière a appuyé sa candidature, mais l'opposition souligne qu'elle contrevient aux dispositions mêmes de l'affichage du poste.

« Je ne peux faire autrement que de conclure qu'il ne parle pas français, et que les exigences du poste n'ont pas été respectées », a résumé le député libéral Mauril Bélanger.

M. Ferguson n'a pas répondu aux questions des journalistes à sa sortie de la salle.

« Je suis conscient que, afin de bien respecter le Parlement et les citoyens du Canada, je devrai améliorer mes capacités linguistiques en français. » — Michael Ferguson.

sion. J'ai encore une faiblesse au niveau de la conversation et c'est cet aspect que je dois améliorer. »

M. Ferguson a par ailleurs révélé qu'il n'a pas formellement soumis sa candidature pour le poste. Il a plutôt été approché par une firme de chasseurs de têtes.

Le gouvernement Harper

Warawa a souligné que la connaissance du français n'est qu'un des 28 points d'une grille d'évaluation à laquelle le candidat a été soumis.

« Malheureusement, a-t-il dit au comité, certains ont préjugé de votre admissibilité à ce poste et avant même votre comparution. Ils ont affirmé qu'ils ne vous

tion, qui ont réitéré leurs critiques à l'égard de M. Ferguson. Le député néo-démocrate Yvon Godin estime qu'il doit carrément se récuser.

« C'est un officier du Parlement, pas une personne qui va aller travailler pour le gouvernement, a-t-il affirmé. Le Parlement doit avoir confiance en cette personne. »

REGISTRE DES ARMES À FEU

Les libéraux tardent à réagir, critique le PQ

ALEXANDRE ROBILLARD
LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Le Parti québécois a dénoncé les « tergiversations » des libéraux de Jean Charest, qui étudient encore la possibilité de recourir aux tribunaux pour préserver les informations contenues dans le registre des armes d'épaule, dont l'abolition sera soumise aujourd'hui au vote du Parlement fédéral.

Le député péquiste Stéphane Bergeron, porte-parole en matière de sécurité publique, a déclaré hier qu'il n'y avait pas de temps à perdre pour sauver la portion québécoise du registre.

Manque de détermination

Selon M. Bergeron, les hésitations des libéraux démontrent leur manque de détermination, malgré l'unanimité de l'Assemblée nationale dans ce dossier.

Le député péquiste a pressé le gouvernement, lundi, de recourir aux tribunaux afin de préserver les données du

système d'enregistrement et rapatrier le registre au Québec.

« On a un gouvernement du Québec qui dit: "On ne sait pas trop quoi faire avec ça". Mais on ne peut pas tergiverser, on doit y aller d'une demande d'injonction. Il faut bouger parce que le vote va se prendre incessamment », a-t-il dit lors d'une entrevue.

Le cabinet du ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, a fait savoir qu'il avait discuté hier avec le ministre fédéral Maxime Bernier au sujet du projet de loi C-19 visant à abolir le système.

Un porte-parole de M. Bernier a confirmé cette discussion, qui n'a cependant pas eu d'effet sur l'opinion fédérale.

« La position du gouvernement demeure la même », a dit Scott French.

Vendredi, le lieutenant des conservateurs au Québec, Christian Paradis, avait déjà rejeté toutes les demandes québécoises pour amener le projet de loi et amorcer des négociations.

De son côté, le ministre québécois de la Justice, Jean-Marc Fournier, étudie encore toutes les options à sa disposition, a fait savoir son porte-parole hier.

Fournier aux Communes

M. Fournier sera à la Chambre des communes afin d'exprimer les inquiétudes de son gouvernement face à un projet de loi omnibus sur la criminalité.

M. Paradis a affirmé, vendredi, qu'une motion unanime de l'Assemblée nationale, votée la semaine dernière, ne faisait pas le poids, notamment face aux revendications des regroupements de chasseurs favorables à l'abolition du registre. Selon le ministre fédéral, la population multiplie les appuis à l'initiative de son gouvernement.

Les conservateurs ont résolu d'adopter à toute vapeur un projet de loi, déposé la semaine dernière, pour faire disparaître le registre ainsi que les données qu'il contient.

EN BREF

Pas de prix plafond pour l'essence

L'instauration d'un prix plafond du litre d'essence ne serait pas bénéfique pour les automobilistes québécois, conclut un rapport de la Régie de l'énergie que Radio-Canada a obtenu. Selon les analyses réalisées par la Régie dans 52 municipalités du Québec, seuls les automobilistes de cinq villes auraient payé leur essence moins cher si un prix plafond avait été mis en place. La facture aurait été, au contraire, plus élevée dans 14 villes, dont Trois-Rivières, Drummondville et

Saguenay. Ainsi, toujours selon Radio-Canada, le ministre des Ressources naturelles, Clément Gignac, n'aurait pas l'intention de réglementer le prix de l'essence dans la province. — La Presse Canadienne

Québec: deux ponts sous haute surveillance

Le ministère des Transports du Québec a dévoilé hier les derniers rapports d'inspection générale des ponts Pierre-Laporte et de l'île d'Orléans. Plusieurs travaux considérés comme urgents

ont été entrepris sur le premier, le plus achalandé de la région de Québec, mais ils ne seront pas terminés avant plusieurs années. Quant au second, son état de désuétude saute aux yeux. Lors de la remise de leur rapport, en novembre 2009, les ingénieurs du consortium Dessau-CIMA ont estimé que les joints usés du pont Pierre-Laporte devaient être remplacés dans un délai de deux ans. Cette recommandation a aussi été étendue aux dispositifs de retenue des glissières. Plusieurs composantes du tablier, la colonne vertébrale de la chaussée, sont aussi touchées par la rouille. — La Presse Canadienne



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Des gens d'affaires de la région de Montréal ont déjà rencontré le ministre.

FUTUR PONT CHAMPLAIN

Le ministre Lebel lance les consultations

LA PRESSE CANADIENNE

L'une des premières étapes devant mener à la construction d'une structure devant remplacer le pont Champlain, reliant Montréal à la Rive-Sud, est en marche.

Le ministre des Transports, Denis Lebel, a annoncé hier que les consultations portant sur les caractéristiques que devrait avoir le nouveau pont avaient été entamées.

Il a rencontré des leaders du milieu économique et des affaires de la région de Montréal pour connaître leurs avis à ce sujet.

Le péage

Le ministre voulait notamment entendre des avis sur la question du péage et sur les besoins de la communauté d'affaires relativement à ce passage.

L'Administration portuaire de Montréal, le

Conseil du patronat du Québec, la Fédération des chambres de commerce du Québec, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, l'Association du camionnage du Québec et la Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud ont pu transmettre leurs opinions au ministre Lebel.

Le plus achalandé

Le 5 octobre dernier, le ministre Lebel a annoncé que le gouvernement du Canada irait de l'avant avec la construction d'un nouveau passage pour remplacer le pont Champlain.

Ce pont, avec ses six voies, est le pont routier le plus achalandé au Canada car chaque année, environ 11 millions d'utilisateurs du transport en commun, 60 millions de véhicules et des échanges commerciaux internationaux d'une valeur de 20 milliards y transitent.

POLITIQUE

Le NPD veut récupérer son nom au Québec

EXCLUSIF

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Le NPD veut récupérer un actif qui a pris beaucoup de valeur au Québec depuis les élections du 2 mai: son nom.

Le NPD a envoyé 59 députés québécois à la Chambre des communes aux dernières élections. Une récolte historique qui lui permet aujourd'hui de former l'opposition officielle.

Dans la foulée de ce scrutin historique, certains souhaitent ressusciter le défunt Nouveau Parti démocratique du Québec. Ce parti provincial, rebaptisé Parti de la démocratie socialiste en 1995, a fusionné avec l'Union des forces progressistes en 2002.

Ce n'est toutefois pas un militant de gauche qui a lancé cette démarche en premier, mais bien une sympathisante du Parti conservateur. Deux semaines après les dernières élections, Michelyne Chénard-St-Laurent a enregistré le «Nouveau Parti démocratique du Québec» auprès du Directeur général des élections (DGEQ).

Originaire de Québec, M^{me} Chénard-St-Laurent est une avocate au long cours qui a plaidé devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda. Ancienne réformatrice, elle se décrit comme une passionnée



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Malgré son succès aux élections fédérales, en mai, le NPD n'entend pas se lancer en politique provinciale de sitôt.

de politique et une sympathisante du Parti conservateur. Elle tenait mordicus à ce que le nom de son parti comprenne le mot «démocratique».

«Je ne trouvais pas de nom», a-t-elle confié en entrevue à *La Presse*.

Puisque l'Action démocratique du Québec était à l'époque en chute libre dans les sondages, elle a choisi un autre nom, beaucoup plus en vogue: le

Nouveau Parti démocratique du Québec. Elle l'a enregistré auprès du DGEQ le 18 mai.

Le règlement donnait six mois à M^{me} Chénard-St-Laurent pour recruter des membres, recueillir des fonds et lancer sa nouvelle formation. Mais l'avocate a abandonné son projet. Elle s'est plutôt ralliée à la Coalition pour l'avenir du Québec de François Legault.

«Je ne renouvellerai pas ma réservation, je veux laisser la chance aux jeunes», explique-t-elle.

La réservation de l'avocate est valide jusqu'au 18 novembre, une date que le NPD a depuis longtemps encerclée sur son calendrier. Le parti fédéral souhaite récupérer son nom, dit sa directrice par intérim, Chantal Vallerand, qui estime «surprenant» qu'une

sympathisante conservatrice l'ait ainsi réservé.

«On peut comprendre que des gens veuillent récupérer notre succès électoral, mais on ne veut pas que notre nom tombe entre les mains de gens qui l'utiliseraient à de mauvaises fins», explique-t-elle.

M^{me} Vallerand assure que ses services seront «les premiers sur le téléphone» le matin du 19 novembre. Et pour cause: le règlement prévoit que les réservations qui touchent les noms de partis sont accordées sur la base du premier arrivé, premier servi. Et il n'existe aucun mécanisme pour contester la réservation, explique le porte-parole du DGEQ, Denis Dion.

Pas de succursale au Québec

Malgré son succès aux élections fédérales, en mai, le NPD n'entend pas se lancer en politique provinciale de sitôt. Le parti, qui a perdu son chef Jack Layton cet été, est en pleine course à la direction, et le sera jusqu'au mois de mars.

«On a des choses à faire à court et à moyen terme, on travaille fort à notre course à la direction, on veut consolider notre présence par nos associations de circonscriptions, dit Chantal Vallerand. Il n'y a pas une volonté immédiate de lancer un parti provincial chapeauté par le NPD.»

Des militants du Saguenay-Lac-Saint-Jean rassemblés autour de l'ex-militant libéral Alexis St-Gelais souhaitent lancer un parti de gauche fédéraliste. Le regroupement a voulu prendre le nom du NPD-Québec. Mais il a laissé tomber après avoir eu des échanges avec le parti fédéral.

«Pour nous, c'est la meilleure façon qu'on trouvait pour se décrire, parce que, idéologiquement, nous sommes très, très proches», résume M. St-Gelais.

Six débats opposeront les candidats à la direction du NPD

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le NPD compte organiser six débats dans les principales régions du pays dans le cadre de la course à la direction du parti. Les huit candidats en lice pourront donc profiter de ces joutes oratoires, dont au moins une aura lieu au Québec, pour se démarquer et influencer les militants néo-démocrates.

Les huit candidats en lice pourront profiter de ces joutes oratoires, dont au moins une aura lieu au Québec, pour influencer les militants néo-démocrates.

Les dates et les villes choisies pour la tenue de ces six débats seront annoncées d'ici deux semaines, a indiqué hier Riccardo Filippone, directeur national adjoint intérimaire du NPD.

L'ancien président du NPD, Brian Topp, est vu pour le moment comme

le meneur de cette course, ayant obtenu l'appui de plusieurs membres de l'establishment du parti. Le député d'Outremont, Thomas Mulcair, est perçu comme son principal rival. Mais l'entrée en scène de Peggy Nash, cette députée néo-démocrate bilingue de la région d'Hamilton, pourrait brouiller les cartes, tout comme l'organisation musclée que semble déployer sur le terrain le député d'Ottawa-Centre, Paul Dewar.

Les quatre autres candidats qui briguent la direction du NPD sont les députés Roméo Saganash, du Québec, Nathan Cullen, de la Colombie-Britannique, et Robert Chisholm, de la Nouvelle-Écosse, ainsi que l'homme d'affaires Martin Singh, également de la Nouvelle-Écosse.

Une neuvième candidate, Niki Ashton, pourrait aussi confirmer son intention de briguer la direction du NPD d'ici quelques semaines. Le prochain chef du NPD sera élu par les membres du parti le 24 mars à Toronto.

Ces débats pourraient être déterminants pour le député néo-démocrate

d'Outremont, Thomas Mulcair. Même s'il a obtenu l'appui du tiers du caucus du NPD jusqu'ici, dont une trentaine de députés du Québec, M. Mulcair doit pouvoir compter sur des appuis des membres des autres provinces s'il veut remporter la victoire.

Car le NPD ne compte que quelque 2000 membres au Québec, ce qui représente moins de 5% de l'effectif du parti dans l'ensemble du pays (86 000 membres). En Colombie-Britannique, le NPD compterait quelque 30 000 membres. C'est donc dans les provinces de l'Ouest et en Ontario que la bataille pour la direction du NPD devrait se jouer étant donné que le prochain chef sera élu en vertu d'un système d'un membre, un vote.

EN BREF

Coupes: Blaney croit atteindre ses objectifs grâce aux retraites

Le ministre des Anciens Combattants du Canada, Steven Blaney, s'est dit optimiste sur le fait que les coupes de personnel annoncées dans les bureaux du ministère à Charlottetown pourraient se traduire par des départs à la retraite et non des mises à pied. Steven Blaney, qui était de passage à l'Île-du-Prince-Édouard, a abordé, devant les employés, l'annonce de l'élimination de centaines de postes au ministère. Le ministre des Anciens Combattants a dévoilé plus tôt ce mois-ci son plan pour retrancher 226 millions à son budget au cours des deux prochaines années. Cette cure minceur entraînera l'élimination de 500 emplois. Mais le ministre Blaney a rappelé que le tiers des fonctionnaires de ce ministère étaient admissibles à la retraite, et il s'est dit optimiste de pouvoir atteindre les objectifs de coupes dans le personnel grâce à ces départs.

— La Presse Canadienne



Ne manquez pas notre portfolio
Plan Nord demain dans

LA
PRESSE




MDX SH-AWD 2012

829\$ PAR MOIS	0\$ COMPTANT	25 MOIS DE LOCATION	0,25% TAUX DE LOCATION 25 MOIS
--------------------------	------------------------	-------------------------------	--

+ 25 MOIS D'ENTRETIEN SANS FRAIS

TRANSPORT, PRÉPARATION ET TAXE SUR CLIMATISEUR INCLUS.

INCLUANT DE SÉRIE:

Moteur V6 VTEC de 300 chevaux | Système toutes roues motrices super-maniable (SH-AWD) | Boîte automatique à 6 vitesses avec sélecteurs de vitesse | Toit ouvrant vitré électrique avec dispositif d'inclinaison et fonction d'ouverture/fermeture automatique | Chaîne sonore de 276 watts, à 8 haut-parleurs, changeur de 6 disques, compatibilité MP3/WMA/XMSM DolbySM Pro LogicSM avec caisson d'infragraves | Freins antiblocage (ABS) aux 4 roues avec répartition électronique de la puissance de freinage (EBD) | Roues en alliage d'aluminium de 18 pouces | Sièges en cuir chauffants | Interface mains libres HandsFreeLinkSM BluetoothSM bilingue | Système de climatisation automatique | Et bien plus...



2500, boul. Chomedey, Laval

450 682-4050

ACURALAVAL.COM

UNE AFFAIRE DE
CONFIDANCE

* Taxes en sus. Photo à titre indicatif seulement. Détails chez Acura de Laval.

Un plan de 4,6 milliards pour l'Est

KARIM BENESEAIEH

Nouvelles gares et stations de métro, décontamination des sols et 4,6 milliards d'investissements: l'est de Montréal sera traité aux petits oignons d'ici 2017, selon le plan de développement dévoilé hier par le maire Gérald Tremblay.

Devant un parterre d'un demi-millier de gens d'affaires de l'est de l'île, il a annoncé comme une première cette « vision globale » de l'économie de ce secteur souvent présenté comme négligé, dont on trace la frontière au boulevard Pie-IX.

Les investissements en

transport en commun représentent la part du lion de ce plan: on compte notamment sur le futur train de l'Est, et ses cinq gares dans l'est de l'île, pour revitaliser des quartiers industriels en perte de vitesse. « Nous, on fonce, a annoncé le maire. On va faire de belles gares! »

Système de bus rapide

Le projet de système rapide par bus (SRB) sur Pie-IX sera concrétisé au plus tard en 2017, a-t-il promis, précisant qu'un premier tronçon reliant Laval à la rue Jean-Talon serait lancé rapidement. Ce service aurait un potentiel de 70 000 usagers par jour.

« C'est la priorité des priorités », a insisté le maire.

Près d'un tiers de milliard servira à prolonger le boulevard de l'Assomption, actuellement bloqué à la rue Hochelaga, jusqu'à la rue Notre-Dame. Ce projet est « dans le meilleur intérêt du développement économique et du port de Montréal », a expliqué le maire.

Une enveloppe de 8 millions sera réservée aux projets de décontamination de terrains industriels, un montant nettement insuffisant, a reconnu le maire, puisque les besoins seraient de l'ordre de 450 millions.

Enfin, on espère que Québec respectera sa promesse

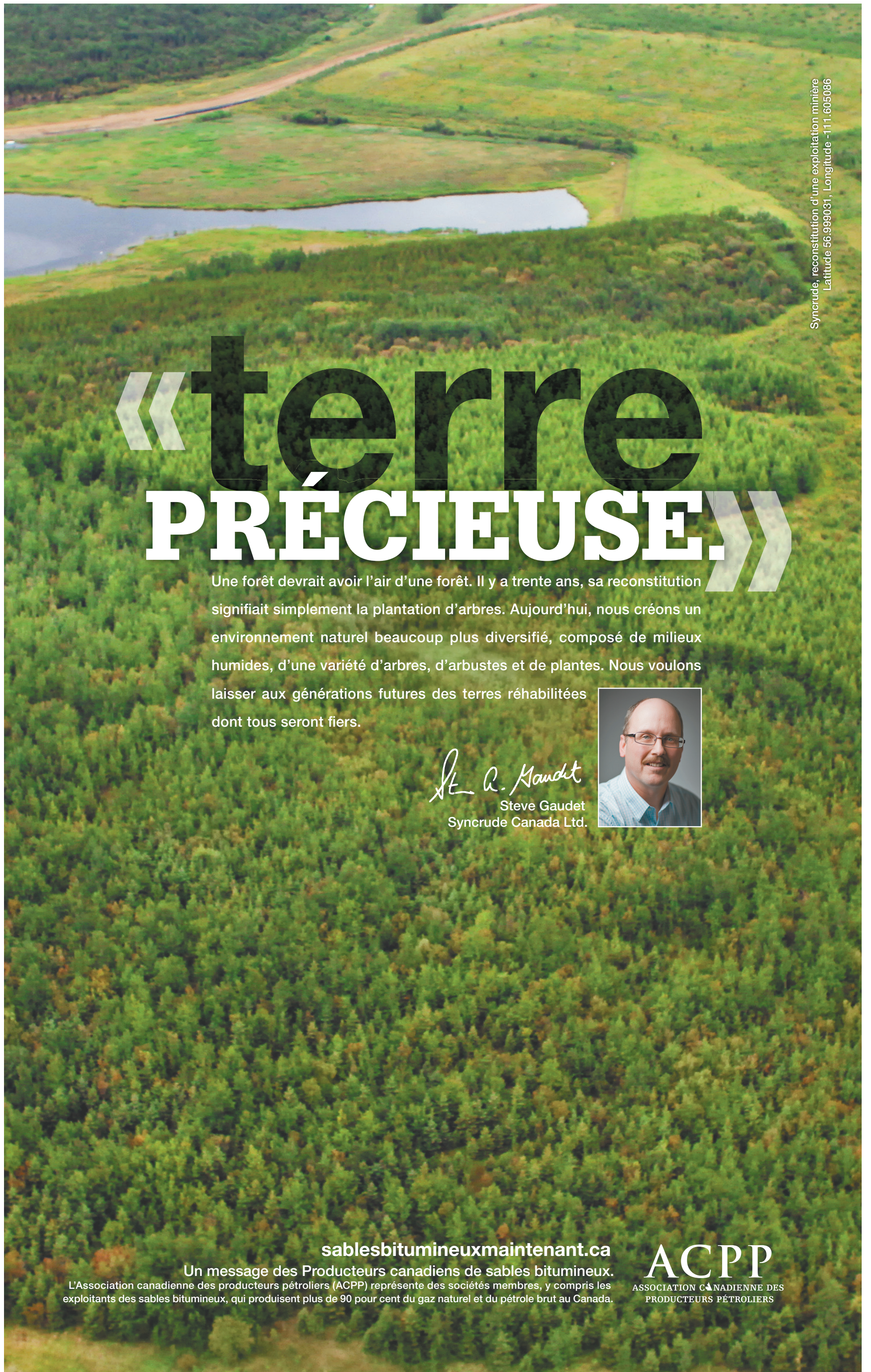
de prolonger la ligne bleue du métro vers Anjou, une facture de près de 1 milliard.

550 millions de Montréal

Au total, ce sont 4,6 milliards d'investissements en six ans, dont 2 milliards du secteur privé, autour de 2 milliards du provincial et du fédéral et 550 millions de la Ville de Montréal, qui seront injectés dans l'est de l'île. Un tout nouveau fonds de développement, le PR@M-Est, sera constitué, avec un budget d'un million par année, tandis qu'un coordonnateur pour l'ensemble des dossiers économiques de l'Est sera désigné

au sein de l'administration municipale.

Dans la liste présentée aux médias, on retrouve peu de nouveautés, la plupart des projets ayant fait l'objet d'annonces ces derniers mois, voire décennies. Pour le maire Tremblay, c'est « la volonté indéfectible de réaliser les projets le plus vite possible » qui est le cœur de l'annonce d'hier. « Il faut donner suite à des projets qui attendent depuis trop longtemps, a-t-il expliqué en point de presse. Nous disons au gouvernement: "Allons-y avec ces projets, vous les avez déjà annoncés." »



Syncrude, reconstitution d'une exploitation minière
Latitude 56.999031, Longitude -111.605086

«terre PRÉCIEUSE»

Une forêt devrait avoir l'air d'une forêt. Il y a trente ans, sa reconstitution signifiait simplement la plantation d'arbres. Aujourd'hui, nous créons un environnement naturel beaucoup plus diversifié, composé de milieux humides, d'une variété d'arbres, d'arbustes et de plantes. Nous voulons laisser aux générations futures des terres réhabilitées dont tous seront fiers.

Steve Gaudet

Steve Gaudet
Syncrude Canada Ltd.



sablesbitumineuxmaintenant.ca

Un message des Producteurs canadiens de sables bitumineux.

L'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP) représente des sociétés membres, y compris les exploitants des sables bitumineux, qui produisent plus de 90 pour cent du gaz naturel et du pétrole brut au Canada.

ACPP
ASSOCIATION CANADIENNE DES
PRODUCTEURS PÉTROLIERS

ACTUALITÉS

TEMPÊTE DE NEIGE

Au moins 12 morts aux États-Unis

MARIANO ANDRADE
AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Près de deux millions de personnes étaient toujours privées d'électricité hier dans le nord-est des États-Unis, après une tempête de neige particulièrement précoce qui a tué au moins 12 personnes et provoqué d'importantes perturbations.

La situation dans les transports publics et les aéroports revenait lentement à la normale dans les États de New York, du New Jersey, du Connecticut et du Massachusetts, qui avaient déclaré samedi l'état d'urgence.

Pris à l'aéroport

En raison de la tempête, plus de 100 passagers d'un avion de la compagnie Jet Blue venant de Floride sont restés bloqués samedi pendant près de sept heures à l'aéroport de Bradley, dans le Connecticut, où ils avaient été détournés en raison de la tempête. Sans eau et sans nourriture. La compagnie leur a présenté des excuses et a promis de les rembourser.

Quelque 7,4 centimètres de neige – depuis fondue – sont tombés samedi sur Central Park à New York, première chute de neige en octobre sur la ville depuis 1835.

Le bilan des morts s'élevait de 12 hier matin, dont 2 dans le Connecticut, 5 en Pennsylvanie, 3 dans le Massachusetts et 2 dans le New Jersey, selon des bilans officiels obtenus auprès de chaque État par l'AFP.

Jusqu'à 30 centimètres de neige sont tombés dans certaines parties de la Pennsylvanie, du Connecticut et du New Jersey, ont précisé les autorités.

Des milliers d'arbres tombés

Dans le New Jersey, quelque 400 000 personnes



PHOTO ADAM HUNGER, REUTERS

Dans le Massachusetts, le gouverneur Deval Patrick a fait état de quelque 520 000 personnes toujours sans électricité, et précisé qu'il faudrait probablement plusieurs jours pour remédier au problème. Plusieurs branches d'arbre sont tombées sur des fils électriques.

restaient privées d'électricité hier, a déclaré le gouverneur Chris Christie au cours d'une conférence de presse. La famille du gouverneur, qui a quatre enfants, a elle-même été privée d'électricité samedi, a-t-il raconté, ajoutant que la famille s'était éclairée à la bougie.

Selon lui, il faudra attendre probablement jusqu'à jeudi pour que l'électricité soit rétablie pour « 95 % » des

habitants du New Jersey.

Il a ajouté que des milliers d'arbres sont tombés au cours de cette tempête très précoce, mais que les routes ont pu être dégagées depuis.

Beaucoup d'arbres ont encore des feuilles vertes, et la neige a donné lieu à des photos pour le moins inhabituelles.

Dans le Connecticut, plus de 800 000 personnes étaient également privées d'électricité

hier, et des dizaines de milliers d'autres n'étaient plus raccordées au réseau téléphonique.

Une cinquantaine de centres d'accueil ont été ouverts. Ils ont accueilli ce week-end plusieurs milliers de personnes, selon le gouverneur Dannel Molloy, qui a fait état d'une centaine de routes toujours fermées hier.

Dans l'État de New York, ils étaient environ 127 000 sans

électricité, selon les sociétés Con Edison et NYSEG.

Dans le Massachusetts, le gouverneur Deval Patrick a également fait état de quelque 520 000 personnes toujours sans électricité, et précisé qu'il faudrait probablement plusieurs jours pour remédier au problème.

En Pennsylvanie, encore 120 000 personnes restaient également privées de courant hier.

vw.ca

Voici la toute nouvelle Passat 2012 de Volkswagen. À partir de seulement 25 440 \$.*

À ce prix, elle se vend pratiquement par elle-même :

- Moteur de 2,5 L, 5 cylindres, 170 ch
- Connectivité de téléphone Bluetooth^{MD} avec commande vocale
- Système de climatisation électronique Climatronic^{MD} à 2 zones
- Volant multifonction gainé de cuir
- Banquette arrière rabattable et divisée 60/40 avec trappe d'accès
- Système de navigation à écran tactile** et système audio Fender^{MD} de 400 watts de qualité supérieure, offerts en option



Insurance Institute for Highway Safety
Véhicule le plus sécuritaire
Passat 2012



Das Auto.

*Le PDSF du modèle Passat 2012 de 2,5 L neuf non immatriculé de base avec boîte manuelle à 5 vitesses est de 25 440 \$ (frais de transport et inspection de prélivraison de 1 365 \$ et taxe d'accise de 100 \$ sur le climatiseur inclus). Assurances, immatriculation, frais d'inscription jusqu'à 46 \$ au RDPRM, droits, options et taxes applicables en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Modèle montré : Passat Highline 2012 de 2,5 L avec options et accessoires, 33 640 \$. Modèle montré à titre indicatif seulement. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Le système de navigation ne fournit que des itinéraires suggérés. Les positions indiquées sur les cartes peuvent manquer de précision. « Volkswagen », le logo Volkswagen, « Climatronic » et « Passat » sont des marques déposées de Volkswagen AG. « Das Auto et dessin » est une marque de commerce de Volkswagen AG. Le mot Bluetooth et ses logos sont des marques déposées de Bluetooth SIG, Inc. « Fender » est une marque de commerce de Fender Musical Instruments Corporation. Visitez votre concessionnaire Volkswagen ou vw.ca pour les détails. © Volkswagen Canada 2011.

Une image de Barack Obama en zombie provoque un tollé

ASSOCIATED PRESS

RICHMOND, Va. — Une illustration sur le thème de l'Halloween montrant Barack Obama en zombie avec une blessure par balle au front a provoqué un tollé et attiré l'attention du service de protection du président américain, hier, après qu'un comité républicain de la Virginie eut utilisé l'image pour promouvoir ses activités politiques.

Le montage, qui figure dans l'en-tête d'un courriel envoyé aux partisans républicains d'un comté de la Virginie, mélangeait différentes images associées à l'Halloween, notamment une citrouille, un portrait défiguré de la représentante démocrate Nancy Pelosi et une foule de partisans de Barack Obama représentés comme des zombies avides de chair.

Le montage montrait aussi le président américain transformé en mort-vivant, avec un grand trou sanglant au-dessus de l'œil droit.

L'image, qui a provoqué la colère des démocrates, a poussé le gouverneur de la Virginie, un républicain, à dénoncer un acte « honteux et injurieux ».

Par la voix de son porte-parole, le gouverneur Bob McDonnell a appelé les républicains du comté de Loudoun à s'excuser pour ce geste et à s'assurer qu'une telle image ne soit plus utilisée à l'avenir.

Le président du comité républicain de la Virginie, Pat Mullins, a estimé que cette illustration n'avait pas sa place dans le parti.

Le président du comité républicain dans le comté de Loudoun, Mark Sell, a expliqué dans un courriel à l'Associated Press que le montage n'était qu'une tentative « d'injecter de l'humour satirique dans la fête d'Halloween ».

« Apparemment, certaines personnes ont interprété l'image (...) comme une intention de montrer le président Barack Obama en tant que victime d'un crime violent, a écrit M. Sell. Rien ne pourrait être plus éloigné de la réalité. Nous nous excusons profondément et sincèrement envers le président et envers quiconque a vu cette image, si c'est l'impression qu'elle a laissée. »

L'existence de cette image a d'abord été rapportée hier par un contributeur du blogue Too Conservative, qui s'est identifié sous le pseudonyme de « Loudoun Insider ».



PHOTO AP

L'image qui a lancé la controverse, diffusée hier par un comité républicain de Virginie.

HALLOWEEN ENSORCELÉ



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Malgré leur air terrifiant, les sorcières ont toujours autant la cote à l'Halloween. Marie-France Blum, Maéva et Valérie Blum ont ainsi revêtu leurs noirs habits pour accueillir quelques-uns des dizaines de milliers de petits monstres partis à la chasse aux friandises, hier soir. Après Noël et la rentrée des classes, l'Halloween représente l'un des moments de l'année où les familles dépensent le plus, selon un récent sondage mené pour le compte du Conseil québécois du commerce de détail. Les ménages dépensent en moyenne une centaine de dollars pour déguiser leurs enfants, décorer leur résidence et offrir des bonbons aux terrifiants visiteurs. — PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

QUAND LES MARCHÉS FONT DU SURPLACÉ, OBTENEZ UNE OPINION.

À Fonds Dynamique, nous comprenons bien que beaucoup de gens ne savent pas où placer leurs billes lorsque les marchés évoluent de façon imprévisible. Or, en agissant trop ou pas assez rapidement, les investisseurs peuvent mettre en péril leur plan à long terme. À titre de gestionnaires actifs, nous croyons que, malgré l'incertitude, les marchés continuent de présenter des occasions attrayantes. Les investisseurs ont donc tout intérêt à obtenir l'avis d'un conseiller financier. Ces spécialistes ont l'expérience et le savoir-faire nécessaires pour les guider dans la tempête. L'opinion d'un professionnel vaut son pesant d'or.



POUR OBTENIR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, VEUILLEZ COMMUNIQUER AVEC VOTRE CONSEILLER FINANCIER.

dynamique.ca/opinions

Les placements dans les fonds communs peuvent entraîner des commissions, des commissions de suivi ainsi que des frais de gestion et des charges. Prenez connaissance du prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; la valeur des parts [actions] change fréquemment et le rendement antérieur est susceptible de ne pas se répéter. MD Fonds Dynamique est une marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse et une division de Goldman & Company, Conseil en placements ltée.

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du 2011-10-31

Powerball

2	10	V	D	R
♥	♠	♥	♥	♦

Quotidienne

3	725	01 16
4	7242	20 24 30

Banco

06	10	11	15	23
26	28	34	40	42
47	49	51	52	55
60	61	63	66	68

Astro

Jour - Mois - Année - Signe

17 MARS 19 SCORPION

Extra 2420324

En cas de disparté entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

MONDE

Victoire palestinienne à l'Unesco

Le Canada vote contre l'adhésion de l'Autorité palestinienne à l'agence de l'ONU

JOËL-DENIS BELLAVANCE
ET JANIE GOSSELIN

OTTAWA/JÉRUSALEM — Malgré les pressions diplomatiques des dernières semaines, les Palestiniens ont remporté une première victoire onusienne hier : ils sont membres à part entière de l'Unesco, après avoir récolté l'appui de 107 pays. Mais cette adhésion risque d'avoir des répercussions difficiles sur l'organisme, qui verra son budget fortement diminué après la suspension des contributions américaines.

Des 173 pays présents au vote, seuls 14 se sont opposés à cette adhésion à part entière à l'agence des Nations unies chargée de l'éducation, de la science et de la culture — dont le Canada et les États-Unis. Le Royaume-Uni et 51 autres États se sont abstenus.

À Ottawa, le ministre des Affaires étrangères, John Baird, a exprimé son irritation de voir la Palestine adhérer à l'Unesco. Mais il n'a pas indiqué si le Canada allait emboîter le pas aux États-Unis, qui ont confirmé hier la suspension d'un versement de 60 millions US à l'Unesco qui devait être fait en novembre.

« Nous ne sommes pas heureux de cette décision de l'Unesco. Nous devons examiner ce que nous allons faire en guise de réponse. Mais l'Unesco fait un travail important et notre gouvernement l'a toujours appuyé », a affirmé hier le chef de la diplomatie canadienne.



Le ministre des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne, Riyad al-Malki, et l'ambassadeur palestinien à l'Unesco n'ont pas caché leur joie de voir leur candidature être retenue par 107 membres de l'Unesco.

Pour les Palestiniens, qui détenaient depuis 1974 un statut d'observateur, il s'agit d'une première victoire à titre de membre à part entière dans une agence des Nations unies. Un vote sur l'adhésion de la Palestine à l'ONU devrait avoir lieu dans moins de deux semaines. La candidature doit être préalablement acceptée par au moins 9

15 membres du Conseil de sécurité. Les États-Unis, qui y possèdent un droit de veto, ont l'intention de s'opposer à la demande.

Le Canada avait exprimé sa vive opposition à ce que la Palestine soit admise en tant que pays membre des Nations unies en septembre. Le premier ministre Stephen Harper avait alors affirmé

que l'Autorité palestinienne et Israël devaient régler leurs différends avant que l'ONU accepte ou non la Palestine comme membre.

Conséquences

Le nouveau statut obtenu hier par les Palestiniens va notamment leur permettre de demander l'ajout de sites à la liste du Patrimoine mondial

de l'humanité. La Basilique de la Nativité, construite sur la grotte où Jésus serait né, fait partie des premières demandées. Une reconnaissance pourrait la rendre éligible à des fonds pour sa conservation, par exemple.

« Nous travaillons avec l'Unesco depuis plusieurs années, mais l'adhésion à titre de membre à part entière va consolider notre travail, a expliqué dans une entrevue téléphonique la ministre palestinienne du Tourisme et des Antiquités, Khouloud Daibes. J'espère que les États-Unis vont reconsidérer leurs menaces de couper les fonds. J'aimerais que l'Unesco puisse être capable de continuer à faire son travail. »

Deux lois américaines votées dans les années 90 interdisent le financement d'une agence de l'ONU qui accepterait la Palestine comme membre à part entière. Les contributions des États-Unis représentent 22 % du budget de l'Unesco. La semaine dernière, la directrice générale de l'Unesco Irina Bokova a averti de « graves conséquences » si les États-Unis retiraient leur financement.

Israël a aussi rejeté la décision de l'Unesco, y voyant un acte qui « éloigne davantage les possibilités d'un accord de paix », selon le ministère des Affaires étrangères, qui a laissé entendre que l'État hébreu pourrait cesser sa coopération avec l'agence.

RENCONTRES LA PRESSE

VENDREDI 25 NOVEMBRE

COUVRIR LA POLITIQUE
UN SPORT EXTRÊME

SOIRÉE ANIMÉE PAR
PATRICK LAGACÉ



JOËL-DENIS BELLAVANCE
CHEF DE BUREAU À OTTAWA



DENIS LESSARD
CHEF DE BUREAU À QUÉBEC



VINCENT MARISSAL
CHRONIQUEUR POLITIQUE



KATIA GAGNON
DIRECTRICE
DES ACTUALITÉS GÉNÉRALES

DATE LE VENDREDI 25 NOVEMBRE 2011

HEURE 19H30 OUVERTURE DES PORTES À 18H30

ENDROIT L'ASTRAL
305, RUE SAINTE-CATHERINE O., MONTRÉAL, MÉTRO PLACE-DES-ARTS

20\$
plus frais

BILLETTS DISPONIBLES À :

Billetterie de l'Astral • Comptoirs Ticketmaster
Par téléphone au 1 855 790-1245
En ligne au www.ticketmaster.ca
Admission générale



Des infirmières tiennent des enfants nés hier à Sidon au Liban. L'un de ceux-là est peut-être le sept milliardième humain à se partager la Terre.

Danica, Nargis et les autres...

Le sept milliardième humain aurait vu le jour hier

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — À Manille ou Lima? Fille ou garçon? Plusieurs pays ont revendiqué la naissance symbolique du sept milliardième habitant de la planète, hier, occasion pour le chef de l'ONU Ban Ki-moon de déplorer « un monde de terribles contradictions ».

L'ONU s'est gardée de désigner un « gagnant ». Les Philippines ont été les plus rapides. Danica May Camacho, née dimanche deux minutes avant minuit dans l'un des pays les plus pauvres du monde, est une ravissante petite fille de 2,5 kg.

« Elle est si belle. Je n'arrive pas à croire qu'elle soit le sept milliardième habitant de la planète », s'est émue sa mère, Camille Dalura, félicitée par des fonctionnaires de l'ONU.

Au siège des Nations unies, le secrétaire général Ban Ki-moon a souligné que le sept milliardième habitant de la planète, qu'il soit de Manille ou d'ailleurs, était né dans un monde tourmenté.

« Regardez autour de vous, a-t-il dit. Parcourez les gros titres. La famine dans la Corne de l'Afrique, les combats en Syrie et ailleurs, des manifestations contre l'inégalité économique croissante, de Wall Street jusqu'aux quatre coins du monde ».

« Notre monde est parcouru de terribles contradictions. De la nourriture en abondance,

mais un milliard de personnes qui ont faim », a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse.

« Dans quel monde est né le sept milliardième homme? Quel genre de planète voulons-nous pour nos enfants à l'avenir? », s'est interrogé le secrétaire général, ajoutant qu'il parlait pour la réunion du G20 jeudi à Cannes avec « un message fort et clair ».

« Aujourd'hui, nous souhaitons la bienvenue à ce bébé, le sept milliardième homme. Nous devons reconnaître notre obligation morale et pragmatique de faire ce qu'il faut pour elle ou lui », a ajouté M. Ban.

La petite Nargis pourrait bien se sentir concernée : cette prétendante au titre de « sept milliardième » est née à 07h20 locales (01h50 GMT) dans le village poussiéreux de Mall, dans l'État indien d'Uttar Pradesh, selon l'organisation caritative britannique Plan International.

Deux régions russes sont également dans la course. Le Kamtchatka a été la première à annoncer la naissance de son candidat à 00h19 locale lundi (16h19 GMT dimanche), un petit Alexandre.

La région de Kaliningrad, enclave russe entre la Pologne et la Lituanie, a son propre prétendant : Piotr Nikolaev, né à 00h02 locale hier (21h02 GMT dimanche).

C'EST GRANDIOSE ET C'EST DE RETOUR.

« RECYCLEZ VOTRE VÉHICULE » EST DE RETOUR D'UN BOUT À L'AUTRE DU PAYS, MAIS SEULEMENT POUR UN TEMPS LIMITÉ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE FORD.



Le programme Ford « Recyclez votre véhicule » est un choix intéressant pour les Canadiens qui désirent économiser sur le prix de leur prochain véhicule tout en posant un geste responsable en faveur de l'environnement.

Depuis le lancement du programme en 2009, plus de 50 000 véhicules ont été recyclés.

Aujourd'hui, animée par le désir de recycler davantage, Ford étend la portée de son programme dans le but d'inclure tous les véhicules datant de 2005 ou avant. Ainsi, un plus grand nombre de gens pourront bénéficier de primes pouvant aller jusqu'à 3 000 \$*, applicables à l'achat ou à la location de l'un des véhicules Ford

les plus intelligents, les plus sécuritaires et les plus écoénergétiques tels que la Focus, la Fusion, le F-150 ou encore la Fiesta et le Edge, tous deux primés.

Notre objectif est de remplacer le plus grand nombre possible de vieux véhicules toujours sur les routes par des voitures, des VUS, des VUM et des camions Ford plus écoénergétiques et moins polluants. Si le temps est venu de recycler votre véhicule, rendez-vous chez votre concessionnaire Ford et contribuez, vous aussi, à l'atteinte de cet objectif.

Faites vite, car le programme Ford « Recyclez votre véhicule » est de retour pour un temps limité seulement.

Pour plus de détails, visitez ford.ca dès maintenant.

Recyclez
votre véhicule
et obtenez jusqu'à

3000 \$* en primes additionnelles.

Recyclez votre véhicule datant de 2005 ou avant et obtenez jusqu'à 3 000 \$ en primes applicables à l'acquisition de la plupart des véhicules Ford neufs.



Montez à bord.

| ford.ca |

* Le programme sera en vigueur du 1er octobre 2011 au 3 janvier 2012 (la « période du programme »). Pour se qualifier en vertu du programme, le client doit remettre un véhicule de l'année-modèle 2005 ou plus ancien qui est en état de fonctionner (capable de démarrer et de rouler et auquel aucune pièce ne manque) et qui était immatriculé et assuré au cours des 3 derniers mois (les « critères »). Les clients admissibles obtiendront une prime de [500 \$]/[1 000 \$]/[2 500 \$]/[3 000 \$] applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule Ford 2011-2012 neuf parmi les modèles suivants : Fiesta (à l'exception de la version S), Focus (à l'exception de la version S)/Fusion (à l'exception de la version SE), Taurus (à l'exception de la version SE), Mustang (à l'exception de la version équipée du moteur V6 ultra-avantageux), Escape (à l'exception de la version XL 4 cyl. à boîte manuelle), Transit Connect (à l'exception de la version EV), Ranger (à l'exception de la version XL 4x2 à cabine simple), Edge (à l'exception de la version SE), Flex (à l'exception de la version SE), Explorer (à l'exception de la version de base)/F-150 (à l'exception de la version XL 4x2 à cabine simple), Expedition, Série E/[F-250-550] – toutes les versions du Raptor, de la Mustang GT 500 et de la Boss 302 et des camions moyens sont exclues (chacun étant un « véhicule admissible »). Les taxes sont exigibles avant la déduction de la prime. Pour se qualifier : (i) le client doit, au moment de l'acquisition du véhicule neuf admissible, fournir au concessionnaire (a) une preuve suffisante qu'il satisfait aux critères et (b) le formulaire signé autorisant le transfert de propriété du véhicule au recycleur autorisé; et (ii) le véhicule admissible doit être acheté, loué ou commandé à l'usine au cours de la période du programme. Cette offre est réservée aux résidents du Canada et payable en dollars canadiens. Cette offre est transférable aux personnes domiciliées avec le propriétaire du véhicule recyclé. Cette offre peut être combinée avec la plupart des offres aux consommateurs faites par Ford au moment de la commande à l'usine ou de la livraison, mais non dans les deux cas. Cette offre ne s'applique pas aux véhicules bénéficiant de l'assistance-compétitivité des prix, de la réduction de prix aux gouvernements, des primes à la location quotidienne et du programme de primes aux parcs commerciaux. Offre d'une durée limitée, consultez votre concessionnaire pour tous les détails ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Ford au 1 800 565-3673. ©2011 Ford du Canada Limitée. Tous droits réservés.

MONDE

LE TOUR DU GLOBE

TUNISIE

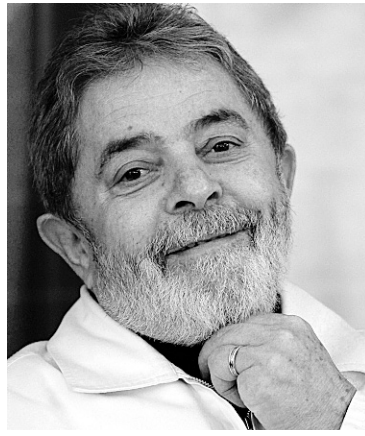
La veuve d'Arafat poursuivie

Souha Arafat, la veuve du dirigeant palestinien Yasser Arafat, a rejeté les accusations de corruption portées contre elle, alors que la justice tunisienne a lancé un mandat d'arrêt international contre elle. Elle serait poursuivie pour corruption dans l'affaire de «l'École internationale de Carthage», cofondée avec l'ex-première dame de Tunisie. — AFP

BRÉSIL

Lula commence sa chimiothérapie

L'ex-président du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva, est arrivé à l'hôpital syro-libanais de São Paulo pour sa première séance de chimiothérapie afin de traiter un cancer du larynx diagnostiqué samedi. «Les oncologues sont optimistes (...) et, avec ce traitement, Lula a 80% de chances de guérir», avait indiqué dimanche un de ses médecins. — AFP



Luiz Inacio Lula da Silva.
PHOTO REUTERS

FRANCE

Mahomet «rédacteur en chef»

L'hebdomadaire français provocateur *Charlie Hebdo*, rebaptisé pour l'occasion *Charia Hebdo*, a décidé de faire de Mahomet le «rédacteur en chef» de son prochain numéro, afin de «fêter la victoire» du parti islamiste Ennahda en Tunisie. *Charlie Hebdo* a déjà comparu devant la justice pour répondre de caricatures de Mahomet publiées en février 2006. — AFP

LE CHIFFRE DU JOUR

1500

L'ONU a lancé à Genève un appel à mettre fin à la «dangereuse spirale de la violence» et du sous-développement, alors qu'environ 1500 personnes meurent de mort violente chaque jour dans le monde. L'Amérique centrale est la région qui connaît la plus forte présence de violence au monde et le Salvador est le pays qui a le taux le plus élevé de violence. — AFP

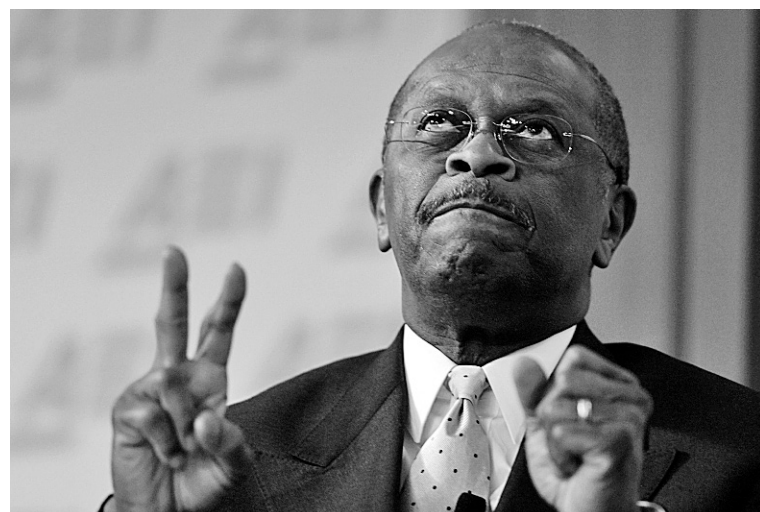
Cain nie les allégations de harcèlement sexuel



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
NEW YORK

Le week-end avait pourtant bien commencé pour Herman Cain, l'homme d'affaires afro-américain qui se retrouve, à la surprise générale, parmi les meneurs de la course à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle de 2012.

Samedi, un sondage du *Des Moines Register* réalisé dans l'Iowa lui donnait une avance d'un point sur Mitt Romney, son plus proche rival, à deux mois des caucus de cet État rural du Midwest, qui ouvriront le bal des consultations devant mener à la désignation d'un candidat



Selon Politico, au moins deux employés de la National Restaurant association auraient accusé Herman Cain de harcèlement sexuel.
PHOTO LARRY DOWNING, REUTERS

républicain pour affronter Barack Obama.

Mais la publication dimanche soir d'un article sur le site web Politico a secoué sa campagne, qui est entrée

hier dans une zone de turbulences.

Selon Politico, au moins deux employés de la National Restaurant Association ont formulé des accusations de

harcèlement sexuel contre Herman Cain dans les années 90, à l'époque où il était président de cette organisation de restaurateurs. Elles auraient de plus reçu une certaine somme d'argent à la suite d'un arrangement à l'amiable conclu avec l'association.

Tout au long de la journée d'hier, l'ex-PDG de Godfather's Pizza a démenti les accusations de harcèlement sexuel, se disant victime d'une «chasse aux sorcières». «Je n'ai jamais harcelé sexuellement quiconque», a-t-il déclaré à Fox News, hier matin, qualifiant les allégations des femmes de «fausses» et de «sans fondement».

Durant une bonne partie de la journée, il a également nié avoir été mis au courant que les femmes avaient reçu de l'argent en quittant l'association. En fin de journée, lors d'une autre interview à Fox News, il a cependant déclaré avoir été informé qu'une des plaignantes avait reçu deux ou trois mois de salaire en partant.

Lors de la même entrevue, le prétendant à la présidence s'est souvenu avoir fait un geste innocent qui, selon lui, avait poussé cette femme à déposer une plainte de harcèlement sexuel contre lui.

«Elle était dans mon bureau un jour – et j'étais debout près

d'elle – et j'ai fait un geste en disant qu'elle était de la même grandeur que ma femme. Et j'ai porté ma main sous mon menton. "Ma femme m'arrive au menton." Et cela s'est retrouvé dans sa plainte comme quelque chose qui l'a mise mal à l'aise, cela s'est retrouvé dans sa plainte pour harcèlement sexuel», a dit Herman Cain.

«Je n'ai jamais harcelé sexuellement quiconque», a déclaré Herman Cain à Fox News, hier matin, qualifiant les allégations des femmes de «fausses» et de «sans fondement».

Âgé de 65 ans, le néophyte politique n'en est pas à sa première controverse. Au cours des dernières semaines, il a énoncé plusieurs positions contradictoires ou provocatrices, notamment sur l'immigration et l'avortement, sans pour cela perdre des appuis chez les républicains.

Certains commentateurs républicains, dont Rush Limbaugh et Ann Coulter, se sont même portés hier à la défense du candidat noir, le disant victime de racisme.

GRANDE BIBLIOTHÈQUE

Conférence

Série *Dix journées qui ont fait le Québec*

Le 17 mai 1642 – La fondation de Montréal

Une histoire de femmes et de coureurs des bois

Par Jean-Claude Germain, écrivain
Animation : Sébastien Ricard, comédien

Le jeudi 10 novembre à 19 h 30

Présentée en collaboration avec la Fondation Lionel-Groulx et VOX

Conférence

De la Belle Époque au prêt-à-porter

D'une silhouette à l'autre, de 1880 à 1940

Par Anne-Marie Matteau, commissaire de l'exposition

Le jeudi 3 novembre à 19 h 30

Présentée en complément à l'exposition *De la Belle Époque au prêt-à-porter*

Entretien

Série *50 ans de culture*

50 ans d'arts visuels

Louise Déry, directrice de la Galerie de l'UQAM, s'entretient avec Raphaëlle de Groot, lauréate du prix Graff 2011, au sujet de la transformation de la figure de l'artiste visuel au Québec au cours des 50 dernières années.

Le mardi 8 novembre à 19 h 30

Présenté en collaboration avec l'Université du Québec à Montréal, Canal Savoir et Télé-Québec dans le cadre du 50^e anniversaire du ministère de la Culture

Auditorium | Gratuit • Billet nécessaire

Pour tout savoir sur les activités culturelles de BANQ et pour réserver des billets : banq.qc.ca

Venez faire connaissance!

Grande Bibliothèque
475, boul. De Maisonneuve Est, Montréal
☎ ☎ Berri-UQAM ou autobus : 30, 15 et 125
514 873-1100 ou 1 800 363-9028

Bibliothèque
et Archives
nationales

Québec

PROGRAMME ÉDUCATIF

Desjardins

LA PRESSE



Enseignants et parents d'élèves du secondaire, chaque mardi, *La Presse* publie une activité pédagogique à faire en classe ou à la maison.

Cette semaine :

SI J'AVAIS UN CHAR, ÇA CHANGERAIT MA VIE... COMMENT?

Mathématique : Analyser des données, penser et agir efficacement en utilisant les connaissances mathématiques, exercer son jugement critique

Français : Saisir et transmettre clairement l'information

En équipe de deux

- 1 Faites choisir aux équipiers deux modèles d'automobile qu'ils aimeraient posséder.
- 2 Faites-leur prélever des publicités de ces marques ou catégories de voitures dans *La Presse* et demandez-leur d'analyser les offres : prix, financement, consommation d'essence, intérêts, etc.
- 3 Faites-leur calculer combien leur coûterait l'achat (ou la location) de la voiture convoitée mensuellement et annuellement.
- 4 Faites présenter à chaque équipe les résultats de leur analyse, à laquelle ils ajoutent une réflexion sur les impacts de cette possession dans leur vie et celle de l'environnement.

Pour aller plus loin

- Dressez avec les élèves un tableau comparatif des différentes offres et établissez le meilleur rapport qualité-prix pour chaque catégorie d'auto.
- Faites calculer aux élèves leur empreinte de carbone sur les sites suivants : Zéro GES : www.zeroges.com/fr/calculatrice_empreinte_carbone.html
Ecological footprint : www.myfootprint.org/fr/visitor_information/ (en français)

Cette activité pédagogique a été conçue par Marie Clark, rédactrice professionnelle, écrivaine et pédagogue.

Pour communiquer avec nous : programmedesjardins@lapresse.ca



PHOTO JOSEPH OKANGA, REUTERS

Des débardeurs kenyans chargent un cargo affrété par la Croix-Rouge et le Croissant rouge de 15 000 tonnes de riz destinées à la Somalie. Notre envoyé spécial dans la capitale somalienne, Mogadiscio, a constaté que certains marchés y regorgent de sacs de maïs ou de riz, de bidons d'huile et d'autres produits envoyés par les pays donateurs, revendus illégalement.

Quand l'aide alimentaire volée fait recette



MARC THIBODEAU
ENVOYÉ SPÉCIAL
SOMALIE

MOGADISCIO — Dans un monde idéal, la totalité de l'aide alimentaire acheminée en Somalie finirait dans le ventre des centaines de milliers de victimes de la famine. La réalité est cependant tout autre et il ne faut pas chercher bien loin pour s'en convaincre.

À Mogadiscio même, certains marchés regorgent de sacs de maïs ou de riz, de bidons d'huile et d'autres produits envoyés par les pays donateurs au cours des derniers mois.

Dans le secteur de Bénadir, au cœur de la ville, *La Presse* a pu visiter plusieurs entrepôts où étaient stockés et vendus des centaines de sacs provenant des États-Unis, du Pakistan, de l'Australie et d'ailleurs.

« Venez voir la nourriture volée que l'on écoule ici », a même lancé un des porteurs affectés au transport des sacs, repoussant,

d'un retentissant éclat de rire, les frontières du cynisme.

Un de ses collègues a expliqué que la nourriture offerte était détournée par les responsables de plusieurs camps de réfugiés pour être écoulée à leur profit.

Un entrepôt voisin contenait plusieurs sacs de nourriture ainsi que des colonnes de boîtes de bidons d'huile marquées du sigle du Programme alimentaire mondial (PAM). Le propriétaire des lieux a esquivé les questions sur la provenance de la nourriture tout en s'assurant que la porte du petit bâtiment soit rapidement refermée et cadenassée.

Un jeune garçon qui tirait avec un âne une charrette portant plusieurs gros sacs d'aide alimentaire a indiqué qu'il ne pouvait dire d'où ils provenaient. « On m'a simplement payé pour que j'amène ça ici », a-t-il précisé.

Un véritable casse-tête

Dans une autre section du marché, près d'un étal où une jeune femme proposait des tripes de chameau, un commerçant s'est insurgé contre la vente d'aide humanitaire. « Cette nourriture devrait aller aux personnes qui souffrent de la famine. C'est injuste », a

indiqué Aweys. Ceux qui tentent de dénoncer ces activités illicites risquent « de se faire tuer », a-t-il ajouté, pour expliquer l'apparente indifférence de la population locale.

Fin août, l'Associated Press a publié une enquête accusant certaines organisations locales qui collaborent avec le PAM de détourner une partie de la nourriture qui leur est confiée.

Un résident de Mogadiscio bien informé de la situation avance que le pourcentage de nourriture volée varie de 30 à 60 % en fonction de l'organisation concernée.

« Venez voir la nourriture volée que l'on écoule ici. »

Des conclusions énergiquement récusées par le PAM, qui doit s'en remettre généralement au personnel local pour veiller à la probité de la distribution, en raison des risques sécuritaires encourus sur le terrain. Le personnel étranger doit circuler à bord des véhicules de la force d'intervention africaine, l'Amisom, sous forte garde.

Le casse-tête est encore plus

complexe dans le centre et le sud du pays, où les miliciens islamistes contrôlent de vastes pans du territoire et bloquent les activités des organisations humanitaires internationales en lançant des accusations d'espionnage.

Le modèle turc

Le PAM et les organisations somaliennes mises en cause affirment que l'aide alimentaire en vente sur les marchés vient essentiellement de réfugiés qui décident de revendre les rations distribuées pour faire de l'argent et s'acheter d'autres biens de première nécessité.

Certains pays, préférant court-circuiter les réseaux habituels d'aide, s'assurent eux-mêmes de la distribution de l'aide alimentaire envoyée en Somalie.

C'est le cas notamment de la Turquie, qui multiplie les gages de soutien à la population. Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a fait forte impression en se rendant dans la capitale meurtrie du pays il y a quelques mois malgré les risques pour sa sécurité. Les organisations humanitaires du pays sont très présentes sur le terrain.

Le directeur de l'agence somalienne chargée de veiller

à la distribution de l'aide alimentaire affirme, malgré les difficultés relevées, que les milliers de tonnes de nourriture distribuées sous la gouverne du gouvernement transitoire, réputé faible et corrompu, se rendent à bon port.

« Nous avons changé la dynamique depuis que notre agence a été mise sur pied il y a quelques mois », assure en entrevue Abdullahi Mohamed Shirwac.

Lorsqu'on lui demande comment il est possible d'afficher une telle assurance, ne serait-ce que pour l'aide distribuée dans des régions sous contrôle des shebabs, il se fait évasif. « Nous avons des contacts locaux qui sont capables de travailler correctement », assure-t-il.

L'agence somalienne se montre aussi peu impressionnée lorsqu'on lui relaie les commentaires des réfugiés d'un camp de Mogadiscio où l'un affirme n'avoir reçu aucune aide du gouvernement transitoire ou de la communauté internationale.

« Le porte-parole des réfugiés qui vous a fait ces commentaires avait-il l'air bien portant? Ils dramatisent souvent leur situation », a indiqué un collaborateur de M. Shirwac, suscitant son approbation.

« Kadhafi ne s'est jamais battu. Il était vieux. »

Les derniers jours du dictateur libyen racontés par un proche

D'APRÈS L'AFP

MISRATA — Depuis sa prison, un proche de Mouammar Kadhafi vient de raconter les dernières semaines du « Guide », terré à Syrte sous les bombes jusqu'à sa mort le 20 octobre. Un homme « déprimé, inquiet » qui préférerait « mourir en Libye qu'être jugé » par la Cour pénale internationale (CPI).

Le 27 juin, la CPI avait émis un mandat d'arrêt pour

crimes contre l'humanité contre Mouammar Kadhafi, son fils Saïf Al-Islam et Abdallah Al-Senoussi, l'ancien chef des services secrets militaires.

La mesure aurait aggravé les choses, assure Mansour Daou, ex-chef des services de sécurité intérieure, emprisonné à Misrata (215 km à l'est de Tripoli): « Le mandat d'arrêt de la CPI les a décidés, lui et ses fils, à rester en Libye [...] Kadhafi disait: "Je préfère

mourir en Libye plutôt qu'être jugé par [le procureur de la CPI Luis] Moreno-Ocampo" ».

Saïf Al-Islam et un autre fils, Mouatassim, « voulaient que Kadhafi reste, surtout Saïf », considéré comme son dauphin, tandis que « Senoussi lui mettait la pression pour qu'il parte », en vain. « Kadhafi savait que c'était fini [...] depuis que ses troupes avaient été repoussées de Misrata », indique M. Daou. « Il était aussi sous pression

parce que ses amis l'avaient abandonné, Berlusconi, Sarkozy, Erdogan, Tony Blair. Ça l'a miné, il les considérait comme des amis proches », ajoute-t-il.

Kadhafi, précise l'ex-dignitaire, était « déprimé ». « Kadhafi lisait des livres, prenait beaucoup de notes, faisait des siestes. C'est Mouatassim qui commandait les combattants. Kadhafi ne s'est jamais battu. Il était vieux. »

UN NOUVEAU PREMIER MINISTRE ÉLU

L'universitaire Abdel Rahim al-Kib, originaire de Tripoli, a été élu hier premier ministre du gouvernement de transition en Libye par les membres du Conseil national de transition (CNT). M. al-Kib a été élu au premier tour parmi cinq candidats après avoir recueilli 26 voix sur 51 votants. « Ce vote prouve que les Libyens sont capables de construire leur avenir », a lancé le président du CNT, Moustapha Abdeljalil, après avoir voté. — AFP

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE PRÈS
Restez toujours branché sur les manchettes et autres nouvelles de lapresse.ca avec l'application La Presse Mobile pour iPhone, iPod touch et Android.
Partagez maintenant le contenu sur Facebook et Twitter, lisez les articles en mode hors ligne, et consultez nos blogues en tout temps.
Pour renseignements : lapresse.ca/mobile

Téléchargez l'application ici

Disponible sur App Store

Disponible pour Android

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

▶ QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL ?

Les pages Débats de La Presse et de LaPresse.ca vous convient à compter d'aujourd'hui à un grand chantier de discussion animé par François Cardinal sur le thème de l'avenir de Montréal. Au cours des prochains mois, nous publierons régulièrement les réflexions de François, d'acteurs et d'observateurs abordant diverses facettes de la question. Nous vous invitons à nous faire part de vos idées à debats@lapresse.ca ou sur le blogue *Quel avenir pour Montréal?*

ANDRÉ PRATTE, ÉDITORIALISTE EN CHEF

La fin de l'immobilisme



FRANÇOIS CARDINAL
francois.cardinal@lapresse.ca

P lombée par l'abandon du projet de casino, ridiculisée pour son incapacité à mettre en chantier le moindre projet, handicapée par une absence de sensibilité montréalaise à Québec et à Ottawa, la métropole a vécu de bien difficiles années depuis le tournant du millénaire.

Mais aujourd'hui, à mi-chemin entre deux élections municipales, la page de l'immobilisme se tourne.

À mi-chemin entre la dernière et la prochaine élection, Montréal prend un nouveau départ.

Le casino n'a plus l'intention de quitter son île. Les travaux du CHUM, de son centre de recherche et du CUSM sont en cours. Le chantier du 2-22, l'édifice phare du Quartier des spectacles, a repris. La Maison symphonique est un succès, de même que la place des Festivals.

Tout n'est pas parfait, mais les grands projets auxquels on imputait l'immobilisme de la métropole n'ont plus rien d'immobile, reconnaissons-le. Mieux, ils donnent une impulsion à Montréal au moment où celui-ci semble prêt à prendre un nouveau départ.

En effet, bien des rubans d'inauguration ont été récemment coupés ou sont sur le point de l'être. Pensons à l'annexe du Musée des beaux-arts, à la Maison du développement durable et bientôt, à la Place des arts, au Planétarium, aux agrandissements d'envergure de l'Hôpital général juif, du Centre hospitalier Sainte-Justine, du stade Saputo.

Parallèlement, d'imposants projets cheminent dans les officines. Le plus haut gratte-ciel construit depuis 20 ans devrait voir le jour aux côtés du Centre

Bell. La première phase de réaménagement de Griffintown est lancée. D'imposants édifices sont prévus pour combler des trous laissés béants depuis trop longtemps.

Bref, au moment où la crise économique secoue l'Europe et les États-Unis, Montréal connaît un essor surprenant. On le voit dans l'enthousiasme des promoteurs, mais on le voit aussi sur le terrain: le taux d'occupation des plus importants édifices est en chute libre tandis que les mises en chantier résidentielles fracassent des records historiques, plaçant Montréal au troisième rang en Amérique du Nord!

Attention. On ne parle ici que de la fin de l'immobilisme, non pas de l'atteinte d'une période bénie à Montréal. On n'a qu'à penser aux problèmes éthiques qui ont secoué l'hôtel de ville, à l'état des infrastructures, à la caisse de retraite des employés, à la perte des sièges sociaux ou encore, à la congestion.

Cela dit, les deux sont potentiellement liés; la fin de l'immobilisme peut, éventuellement, servir de tremplin, elle peut permettre à Montréal de plonger dans une nouvelle étape de son développement. Après l'industrialisation du début du siècle et le développement du tout-à-l'auto des années 50, le temps est venu de limiter l'éparpillement et de fortifier l'existant.

Mais quel modèle retenir? La question est posée et la réflexion, entamée, avec les débats entourant Champlain, Turcot et Bonaventure, le Plan métropolitain d'aménagement et la révision de la loi sur l'urbanisme, le retour du péage et l'avenir du Stade, le prolongement du métro et le retour du tramway.

Il n'est évidemment plus question d'Expo et de J.O., mais d'un ensemble de projets qui, mis ensemble, ont néanmoins le potentiel de transformer la métropole.

Clairement, Montréal est à un moment charnière de son histoire.

DEMAIN: Les défis qui attendent Montréal.

▶ LAPRESSE.CA

Lisez le nouveau blogue *Quel avenir pour Montréal?* sur lapresse.ca/avenirmtl

La facture



ARIANE KROL
akrol@lapresse.ca

Trois ans et 100 millions de dollars. C'est ce que Québec a dû investir pour en arriver à un résultat élémentaire: que tous les restaurants donnent de vraies factures et déclarent toutes leurs ventes, taxes incluses. Souhaitons que cette fois soit la bonne.

Que vous mangiez dans un bistrot branché ou un petit resto exotique, la règle est la même. À partir d'aujourd'hui, vous devriez recevoir une addition détaillée, comportant notamment un code à barres. Cependant, quelque 2000 commerces n'ont pas le module d'enregistrement de ventes requis. S'ils n'ont pas déjà pris rendez-vous pour l'installer, une amende d'au moins 2000\$ les attend.

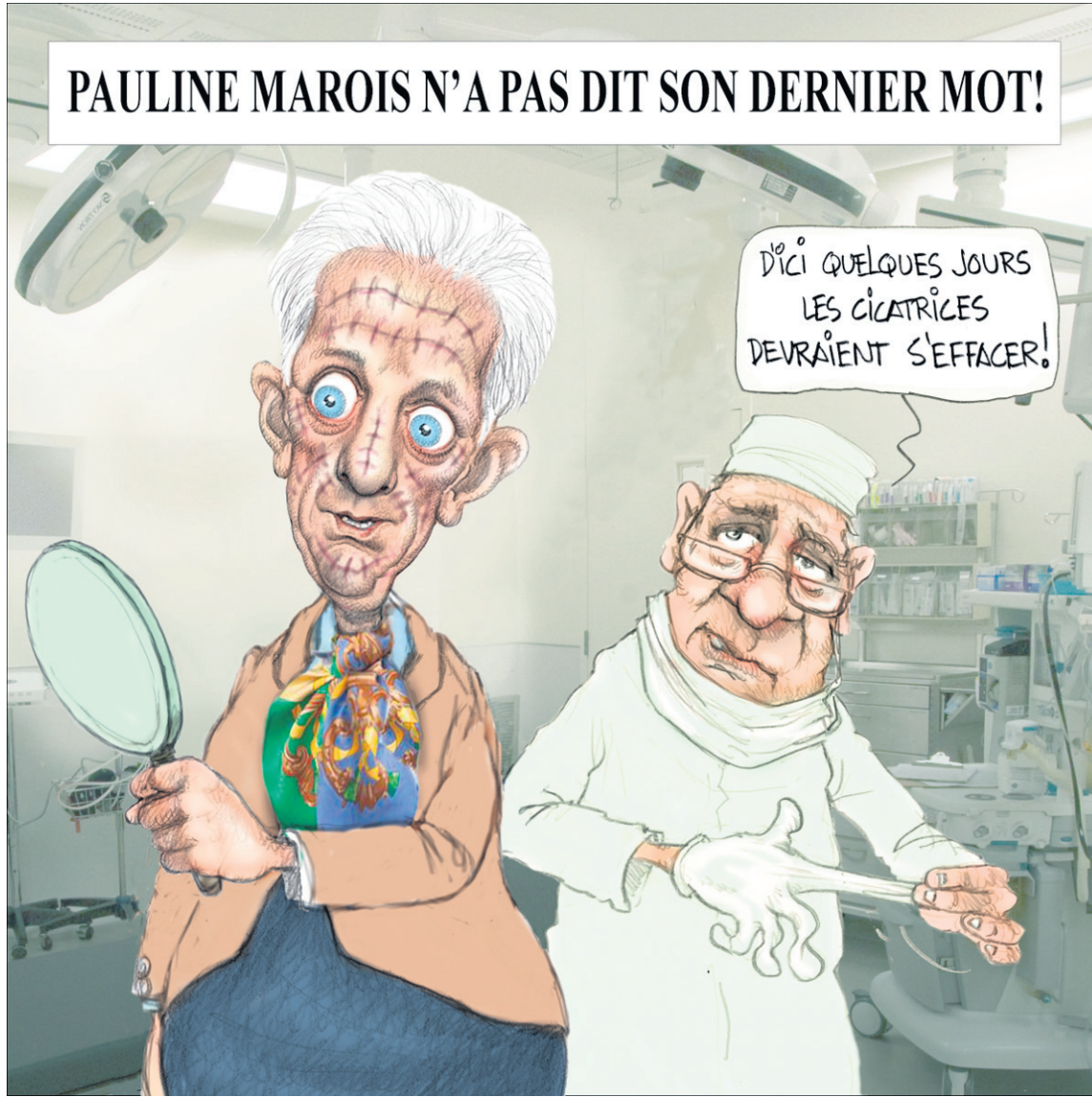
Combien écoperont? C'est ce qu'il faudra voir au cours des prochains mois. Après des années de lutte infructueuse contre les logiciels de camouflage et le détournement des taxes, Revenu Québec a pris les grands moyens. Il lui en a coûté

100 millions pour développer son propre système de contrôle, fournir les modules et soutenir financièrement leur installation. Les commerçants honnêtes, qui ont dû se farcir l'intégration du système et en payer une partie, s'attendent à ce que les récalcitrants en subissent les conséquences. Avec raison. Ce n'est pas seulement un problème de fraude fiscale, mais de concurrence déloyale.

Pour en venir à bout, il faut que les inspecteurs de Revenu Québec consacrent les prochaines semaines aux établissements non conformes, et sévissent. Il sera toujours temps, ensuite, de voir si ceux qui ont déjà leur module l'utilisent correctement.

Le système donne déjà des maux de tête aux restaurateurs qui éludaient une grosse partie de leur chiffre d'affaires. Certains vont fermer pour rénovations, ce qui expliquera que leurs ventes augmentent par magie, a blagué le ministre Bachand. N'empêche, il y a un fond de vérité, qui montre à quel point le ménage est difficile à faire.

Il sera donc important d'en mesurer les résultats. Les 300 millions par an que Québec prévoit récupérer, mais aussi la résistance de ce système informatique au piratage, et le nettoyage attendu du secteur de la restauration.



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

▶ LAPRESSE.CA/DÉBATS

LA PRESSE DÉBATS - PARTICIPEZ
Trop de Terriens?



La Terre compte maintenant 7 milliards d'habitants. Faut-il s'en inquiéter? Craignez-vous que les ressources alimentaires et énergétiques ne puissent éventuellement être suffisantes? Lisez le point de vue, notamment, de Robert Gagné, Pierre-Yves McSween, Pierre-Olivier Pineau, Daniel Gill... et surtout, faites valoir le vôtre.

QUESTION DU JOUR

Croyez-vous que Gilles Duceppe succédera à Pauline Marois à la tête du PQ dans un proche avenir?

- OUI, 51%
- NON, 39%
- Je ne sais pas, 10%

Résultats à 18 h 30, hier:
 13 141 répondants

EXCLUSIF > LA SURCONSOMMATION PLUS TERRIFIANTE QUE LA POPULATION

OPINION

Un geste inadmissible

Des fiers-à-bras de la FTQ ont volontairement mis en danger la vie de mes deux confrères plongeurs

DOMINIC BÉLANGER

L'auteur est plongeur-scaphandrier et travailleur de la construction depuis plus de 20 ans. Membre de la CSD-Construction, il réside dans la région de Québec.

Je travaille avec une équipe de gens responsables et compétents, dont la connaissance des règles de sécurité et les préoccupations de tous les instants nous permettent de bien accomplir notre travail. Notre métier, les conditions de chantier, les outils que nous manipulons l'imposent.

d'alimentation d'air alors que deux plongeurs se trouvaient sous l'eau. Malgré les informations fournies par le responsable des plongeurs, Éric St-Onge, qui les a prévenus qu'ils mettaient des vies en danger.

Ce que nous savons, c'est que si jamais un membre de l'équipe oublie de mettre du gaz dans le compresseur d'alimentation d'air, cette omission serait une erreur qui pourrait être fatale et lui faire perdre la considération de ses pairs, sinon son emploi.

Ces fiers-à-bras, représentants de la FTQ, ont volontaire-

ment mis des vies en danger et préféré des menaces à celui qui était préoccupé par la sécurité de ses collègues.

Nous savons que cet événement aurait pu causer la mort de mes deux confrères plongeurs, bouleversé leur famille et leur équipe de travail. Il aurait pu aussi mettre en péril le respect des échanciers pour la construction et la réparation des équipements par ces plongeurs.

Je me demande pourquoi les journalistes ne précisent pas ce que nous savons tous dans le domaine de la construction: cette opération

antidémocratique était dirigée par les responsables de la FTQ et du Conseil provincial (International). Pourquoi omettons-nous de les nommer? Pour le bénéfice du grand public?

Je suis non violent, mais je ne sais pas comment j'aurais réagi à la place d'Éric St-Onge. Les comportements des fiers-à-bras de la FTQ sont inadmissibles.

Les propos du président de la FTQ, M. Michel Arseneault, largement diffusés, nous portent à croire que nous sommes revenus dans les années 70 avec des pratiques de terreur, de brasse-camarade et de chantage.

Si on veut considérer la FTQ comme un partenaire social crédible, il faudra demander à M. Arseneault de remettre en question un niveau de discours inacceptable et de consulter ses membres sur le désir et la manière de modifier des règles de fonctionnement. Pourquoi ne pas remettre en question la formule Rand et la manière d'adhérer à une organisation syndicale?

De plus, j'inviterais M. Arseneault à faire preuve de politesse quand il s'adresse à la ministre Lise Thériault, que nous avons choisie démocratiquement. J'aurais encore bien des choses à dire sur ces «protecteurs des travailleurs» qui ne font que protéger un ordre établi qui les sert. Ordre établi pour combien de temps encore?

Les propos du président de la FTQ nous portent à croire que nous sommes revenus dans les années 70 avec des pratiques de terreur, de brasse-camarade et de chantage.

Nous travaillons sous l'eau, froide, souvent mouventée, sans visibilité, polluée, et cela sans compter les équipements encombrants et lourds que nous manipulons pour réparer ponts, quais et barrages.

Je fais ce métier que j'aime pour subvenir à mes besoins et à ceux de ma famille de quatre personnes, sans qu'aucun des cinq syndicats du secteur de la construction ne m'ait jamais trouvé un job.

Comme nous le savons tous, il y a à quelques jours, des fiers-à-bras, des représentants d'un syndicat, ont coupé le courant alimentant le compresseur

ment mis des vies en danger et préféré des menaces à celui qui était préoccupé par la sécurité de ses collègues.

Nous savons que cet événement aurait pu causer la mort de mes deux confrères plongeurs, bouleversé leur famille et leur équipe de travail. Il aurait pu aussi mettre en péril le respect des échanciers pour la construction et la réparation des équipements par ces plongeurs.

Je me demande pourquoi les journalistes ne précisent pas ce que nous savons tous dans le domaine de la construction: cette opération

À BIEN Y PENSER

Gilles Duceppe éventuellement à la tête du Parti québécois? Veut-on vraiment un politicien qui, peu après une défaite très nette, déclare que le peuple a le « droit d'avoir tort »? Cherchons quelqu'un qui respecte l'opinion du peuple – dans le vrai sens du mot respect – et qui se sert de celle-ci pour prendre un peu de recul.
— Pierre Désaulniers, Montréal

DÉBATS

Le vent les emportera



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Un sondage Léger Marketing annonce un retour fracassant de Gilles Duceppe dans le cœur des électeurs. Il sèmerait loin derrière lui Jean Charest et il battrait François Legault.

Voilà qui pulvérise la rumeur selon laquelle les Québécois en auraient marre des politiciens traditionnels. Quoi? Le renouveau serait incarné par un homme qui fait de la politique depuis 21 ans et qui aura 65 ans en juillet prochain?

Volatils, les Québécois? Mettez-en. Il y a six mois, ils ont jeté le Bloc à la poubelle et envoyé son chef à la retraite, pour voter à gauche, c'est-à-dire pour le NPD. Le lendemain matin, ils reprenaient leur histoire d'amour avec François Legault, qui forme avec Charles Sirois un tandem de droite avec des idées de droite. Sur ces entrefaites, survient la possibilité d'un retour aux affaires de Gilles Duceppe, un ancien mao classé beaucoup plus à gauche que le péquiste lambda. Alléluia! Bye-bye François, on vote pour Gilles!

Quoi? Le renouveau serait incarné par un homme qui aura 65 ans l'été prochain et qui fait de la politique depuis 21 ans?

Un analyste de Léger affirme que les Québécois se sont gardés « une petite gêne » et se sentiraient un peu coupables d'avoir voté contre M. Duceppe. On a fait de la grosse peine à Gilles, on veut le consoler... Non mais sérieusement, l'électorat est-il sentimental à ce point? On se serait froidement débarrassé de Gilles Duceppe en mai pour le remettre en selle en novembre, et à un poste beaucoup plus important?

Chef du Bloc, ce n'est pas grand-chose – tout au plus une nuisance au parlement fédéral – mais chef du PQ, ça peut vouloir dire premier ministre. Il y a six mois, on ne voulait plus voir Duceppe en peinture, et aujourd'hui on voudrait lui donner le Québec?

Autre incongruité, tous les sondages nous disent que les Québécois ne veulent plus entendre parler de souveraineté (ou de référendum, ce qui revient au même car le référendum est le passage obligé pour la souveraineté). Et l'on voudrait tout à coup donner le pouvoir à un homme qui parle ad nauseam de la souveraineté alors qu'hier encore, on adorait François Legault parce qu'il s'engageait à ne plus parler de la souveraineté?

Devant l'irrationnel, il faut raison garder.

D'ailleurs, quand on a un peu de mémoire politique, c'est avec un sain scepticisme que l'on voit passer les sondages.

2005. Bernard Landry vient de tirer sa révérence. Gilles Duceppe est tenté par le leadership du PQ. Il recule parce qu'André Boisclair est le grand favori des sondages. On connaît la suite...

2007. Boisclair démissionne. Une fois de plus, Duceppe reluque la direction du PQ. Il annonce même sa candidature... mais le lendemain, voilà-t-il pas qu'un sondage de Léger Marketing annonce que Pauline Marois le dépasse de 11 points dans l'opinion publique (28 à 17). Duceppe prend la poudre d'escampette et retourne à Ottawa.

Je n'ai qu'une prédiction: ce dernier ne briguera les suffrages au PQ que s'il est assuré d'être élu par acclamation, ou si ses adversaires sont vraiment quantifiés négligeables. Cet homme n'aime pas la compétition et ne voudra pas prendre le risque d'être battu.

(En 1997, dans la course au leadership du Bloc québécois, M. Duceppe avait dû affronter quelques adversaires, dont Yves Duhaime, Daniel Turp et Francine Lalonde. Mais sa victoire était en quelque sorte dans sa poche car il était le poulain de Lucien Bouchard, alors premier ministre du Québec, qui voyait en lui son homme de confiance à Ottawa. La campagne de M. Duceppe roulait sur l'or grâce à ce puissant appui. Le combat était inégal et le résultat tout à fait prévisible.)

Quant aux sondages... Ils passent, et le vent les emporte.

► QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL?

PENSER AUTREMENT

Montréal devrait avoir un statut autonome comme Toronto



JEAN-PAUL L'ALLIER

L'auteur a été maire de Québec de 1989 à 2005.

La clé de tout développement est, toujours et en tout, la recherche de l'harmonie et de l'équilibre. C'est vrai pour les humains, c'est vrai pour les villes.

Penser Montréal, c'est accepter, le temps d'une longue et profonde réflexion de penser « autrement », de l'imaginer sans les contraintes qui l'écrasent aujourd'hui mais avec une vision d'avenir qui en ferait une ville qu'on a envie et besoin d'aimer, dont on parle avec fierté et qu'on respecte comme on respecte les gens qu'on aime et la société qui nous façonne.

Montréal est une ville aux mille chantiers rarement achevés, une ville pauvre par rapport à ses urgences et à ses besoins, une ville mal prise.

Elle aurait survécu, comme toutes les autres villes canadiennes, aux fusions. Le gouvernement du Québec a risqué la défusion: un mauvais risque. Elle est morte, cliniquement, des suites de la défusion et des cocktails de médicaments qu'on lui a prescrits pour en limiter les dégâts: structures irrationnelles et enchevêtrées, indigeste partage de l'autorité et des champs de compétence, empoisonnée par tous les compromis vécus simultanément pour en faire une ville forte sans abandonner le rêve du statu quo.

Montréal est aujourd'hui perçue comme un vaste problème et, c'est bien connu, les gouvernements fuient les problèmes pour chercher à se coller sur le succès. Personne ne se colle sur Montréal.

On est sur les mauvaises voies, malgré les efforts remarquables des autorités locales, pouvoirs ou oppositions, tous comme Houdini ligoté et plongé dans son bassin d'eau.

Montréal devrait compléter ses chantiers urbains les plus stratégiques pour que les électeurs y trouvent des occasions de percevoir qu'on avance, et dans la bonne direction.

Allons-y, essayons de penser autrement et de voir ce que cela pourrait donner.

La structure métropolitaine et des villes a été aplatie et repensée pour générer un partage équitable des efforts, des risques et des bénéfices. C'est la convergence et non la concurrence qui rapporte.

On reconnaît que les communautés culturelles francophones et anglophones ont des traditions de vie locales et culturelles qui doivent être reconnues et acceptées, dans l'intérêt de l'harmonie et de la qualité de vie et de ville.

Montréal aura un statut autonome comme Toronto, une fois disparus les enchevêtrements inutiles.

On acceptera, une fois sortis hors du foyer de méfiance que constitue la concurrence fiscale foncière, la réalité des



PHOTO FRANCOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

On ne peut pas imaginer l'avenir sans un choix vigoureux en faveur des transports collectifs, complémentaires de l'automobile mais prioritaires, avec des aménagements routiers, et non pas comme on veut les faire avec l'échangeur Turcot, « more of the same », par rapport au passé.

banlieues et il sera payant de développer la synergie avec la ville centrale. Vaut mieux 50 % de quelque chose que 100 % de rien.

On aura imaginé, comme la Ville de Québec le fait actuellement, son profil d'avenir et on en sera fier. Même si tout ne se réalise pas, on sent que l'harmonie est au rendez-vous des valeurs d'avenir, comme la beauté, l'esthétique. La démocratie municipale sera repensée pour

aux architectes et aux designers urbains avant de commencer à construire, en pièces couper-coller, les yeux uniquement et d'abord fixés sur la fiscalité. On percevra une vue d'ensemble, une vision d'avenir.

La fiscalité actuelle est dépassée, pour les villes et les régions: elle cultive la méfiance et la concurrence entre les villes et génère plus de problèmes que de solutions. Elle est inéquitable, démobilitatrice et source d'un vicieux complexe de dépendance des administrations locales par rapport à Québec-qui-sait-tout-mais-ne-peut-rien-faire. On peut rêver que le ministère et le gouvernement aient cessé de profiter des divisions municipales pour justifier leur inaction.

Montréal achève ses chantiers urbains les plus stratégiques pour que les électeurs y trouvent des occasions de percevoir qu'on avance, et dans la bonne direction.

On ne peut pas imaginer l'avenir sans un choix vigoureux en faveur des transports collectifs, complémentaires de l'automobile mais prioritaires, avec des aménagements routiers, et non pas comme on veut les faire avec l'échangeur Turcot, « more of the same », par rapport au passé.

Montréal, demain, sera une ville exemplaire et fière de l'être, malgré ses cicatrices de bagarres défusionnistes et de chirurgie à la D' Frankenstein, mais seulement si les gens le veulent et s'impliquent en conséquence.

DEMAIN: Montréal doit miser sur sa créativité, selon Daniel Lamarre

► DÉBATS@LAPRESSE.CA LE CONGÉDIEMENT DE JACQUES DUCHESNEAU

LIBRE DE S'EXPRIMER

Quelle bonne nouvelle – pour la société – que ce congédiement! En effet, ainsi libéré des contraintes politico-administratives qui lui étaient imposées dans l'exercice de ses fonctions, Jacques Duchesneau pourra dorénavant s'exprimer librement sur ce qu'il a appris durant son mandat. Et les grands stratèges qui ont réussi à l'éliminer nous prouvent ainsi combien il avait raison: l'UPAC et son chef ne sont pas à la hauteur ni de la tâche ni de la confiance qu'ils devraient créer au sujet de leur crédibilité et de leur indépendance face au politique. M. Duchesneau a donc encore une fois prouvé sa grande compétence, son honnêteté et sa rigueur. J'espère sincèrement qu'il reviendra sur la place publique et nous donnera l'heure juste sur cet immense panier de crabes dont il a à peine soulevé le couvercle. J'attends, et je ne suis certainement pas le seul.

Guy Geoffrion, Montréal

VAUT MIEUX SE TAIRE

Le congédiement de Jacques Duchesneau lance un message très clair à tous les travailleurs du Québec: fermez vos gueules et surtout ne contredisez jamais votre patron. Et surtout ne pensez pas « en dehors de la boîte », vous risquez gros.

C'est tout à fait la réalité du marché du travail d'aujourd'hui. Au moins, l'Unité anticorruption aura-t-elle servi à en faire la nette démonstration, à défaut d'autre chose.

Marc Fraser, Montréal

ON NE PEUT LE MUSELER

Si Jacques Duchesneau faisait partie de la commission Charbonneau, cela contribuerait grandement à rétablir la confiance des Québécois en la justice. On en a grand besoin après la commission Bastarache. Tout le monde a compris que M. Duchesneau ne peut être muselé, qu'il veut aller au fond des choses et qu'il est déterminé à y aller. Quoi de plus

rassurant que sa présence lors d'un huis clos! Le fait d'accorder notre confiance à M. Duchesneau ne mine en rien celle que nous accordons à la juge Charbonneau. C'est seulement qu'on connaît plus

M. Duchesneau que madame la juge. On connaît M. Duchesneau par ses paroles et par sa présence qui reflètent la sincérité. On dirait qu'on le connaît par dehors et par dedans. J'espère qu'on lui demandera de faire partie de la commission d'enquête et que cette dernière recouvrera tous ses pouvoirs par un nouveau décret puisque ce n'est qu'un nouveau décret qui pourrait modifier la première pseudocommission.

Gisèle Filion, Montréal



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
www.lapresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

